

Du journalisme au syndicalisme paysan, entre Alsace, Moselle et Algérie, un itinéraire d'extrême droite, proche du nazisme : Joseph Bilger (1905-1975).

Dominique LERCH

(Chercheur associé au Centre d'Histoire des Civilisations et des Sociétés contemporaines,
Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines)

Né en 1905 à Seppois-le-Bas (Haute-Alsace annexée) dans une famille catholique où le père cheminot est redevenu cultivateur, Joseph Bilger a été formé jusqu'à l'âge de 14 ans à l'école primaire de son village, puis à Chavannes-sur-l'Etang (Haut-Rhin) et à Montreux-Vieux (Haut-Rhin). Il parfait sa formation par correspondance jusqu'à l'âge de 20 ans à l'Ecole Universelle. En 1926, il revient de son service militaire avec le grade de maréchal-des-logis. Il adhère dès 1924 à l'Union Paysanne d'Alsace fondée par Bruno Mensch¹, fonde le syndicat rural de son village natal le 1^{er} mai 1927. En 1930, il épouse Suzanne Gillet d'Ingersheim (Haut-Rhin) dont il a quatre enfants. De 1929 à 1930, il tient une chronique de *L'Élsässer Kurier*, quotidien catholique autonomisant de Colmar, et est secrétaire de l'Union paysanne. Il entre ainsi dans la vie publique par le syndicalisme paysan à la suite de la maladie du secrétaire en titre, André Gestermann. Du Haut-Rhin, ce syndicat essaime dans le Bas-Rhin puis en Moselle. La direction de l'*Elsass-Lothringisches Bauernblatt (BB)* est entre ses mains et il a également accès à l'*Echo de Mulhouse* : journaliste, il va évoluer, surtout à partir de 1934, et le *Bauernbund* avec lui. La quête d'un siège de député devient alors son objectif. Las, la guerre interrompt ce processus où il avait acquis le soutien du leader de l'extrême droite nationale, Dorgères. Après la défaite, il se met au service du nazisme jusqu'en 1942 en tant que *Propagandaleiter* (responsable de la propagande) et membre du Conseil consultatif lorrain du Gauleiter Bürckel en Moselle annexée. En 1947, à Metz, son procès en Cour de Justice dure sept jours et fournit quantité d'informations avec les interrogatoires qui le précèdent. Après une période difficile, il s'engage une dernière fois lors de la guerre d'Algérie au Mouvement populaire du 13 mai : tout un itinéraire politique à l'extrême droite, menant à la propagande active en faveur du nazisme entre Alsace, Moselle et Algérie.

Le monde paysan en Alsace après la première guerre mondiale

En 1921, est créée par fusion d'organisations créées au temps du Reichsland, dirigées par les notables ruraux, la Fédération Agricole d'Alsace-Lorraine. Elle dispose de syndicats ruraux d'approvisionnement, d'une banque spécialisée dans la distribution de crédits à long terme, de coopératives vinicoles et laitières : « Rien dans la vie rurale ne semblait devoir échapper à son emprise. Seul pouvait avoir une chance de développement un populisme rural s'appuyant sur la vision du monde des paysans, la vision catholique, ce que tente Bruno Mensch en 1919. En 1924, André Gestermann, fondateur de l'Action Rurale d'Alsace, lié à l'Entente Paysanne d'Edmond Jacquet², devient un leader fédérant treize syndicats ruraux avec l'*Union Paysanne d'Alsace (U.P.A.)*. Se situant dans le camp national français, au moment où l'Autonomisme se développe en Alsace, il cherche une troisième voie entre marxisme et capitalisme, se réclamant du « solidarisme chrétien ». En 1927, Joseph Bilger, créateur d'un syndicat rural dans son village natal, entre dans le cercle dirigeant et devient secrétaire général de l'U.P.A. en 1928. En 1927, cette union comprenait vingt-neuf syndicats ruraux locaux, cent en 1932, deux cents en 1934 à la

¹ STRAUSS Léon, « Les organisations paysannes alsaciennes de 1890 à 1939 : notables et contestataires », *Histoire de l'Alsace rurale*, Strasbourg, Istra, 1983, pp. 397-401. Puis-je ici remercier ce chercheur, fin connaisseur de la période, de sa relecture attentive. Du même, les articles « Syndicalisme agricole » et « Union paysanne » in : *Encyclopédie de l'Alsace*, vol.12, Strasbourg, 1986.

² Edmond Jacquet, agronome et journaliste conservateur, est à la tête de l'Entente Paysanne du Sud-Ouest, cf. ORY Pascal, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1975, note 21, p. 173.

mort de Gestermann. Bilger l'intègre alors en 1935 au *Front National du Travail* qu'il a créé. Ce dernier comprend trois sections (*Abteilungen*) :

- une section rurale et paysanne : l'*Elsässischer Bauernbund* ;
- une section urbaine : le *Werkbund* (l'Union Corporative du Travail) avec ses sous-sections artisanales et ouvrières ;
- une section de combat (*Kampforganisation*) qui se dédouble en
 - un *Jung-Front* (Jeunesses Frontistes) rassemblant les jeunes des campagnes et des villes, et
 - une *Stop-Abteilung* (ou « Section-Stop »), section défensive qui assure le service d'ordre des réunions du FNT .

A côté de ces trois sections, des organismes à vocation sociale complètent l'édifice du FNT : la *Volkshilfe* (ou « Secours Populaire » et une « Coopérative ».

Les sections du FNT sont elles-mêmes organisées sur le modèle de la pyramide :

- A la base (le village, la commune urbaine ou le quartier), le « groupe local » (ou *Ortsgruppe*) ; à sa tête, un « homme de confiance » (ou *Vertrauensmann*) ;
- plusieurs groupes locaux constituent l'étage supérieur appelé « district » (ou *Gau*) ; son responsable est appelé *Gauleiter* (ou « dirigeant du district ») ; l'ensemble des districts forment une *Abteilung*, c'est-à-dire une des trois grandes sections du FNT (*Elsässischer Bauernbund* ou *Werkbund* ou *Jung-Front*).

Au sommet du FNT, un « Directoire Politique Populaire » (*Volkspolitisches Direktorium*) coiffé par le *Führer* (le Chef) avec le journal *Volk* tirant entre 3.000 et 6.000 exemplaires, puis *Le peuple libre de France*³, organe central du FNT. A côté de ce « Directoire », existe un « Appareil de Propagande et de Presse », dont le dirigeant est Ambroise Moyses de Feldkirch. Tous les membres du FNT sont appelés « camarades ». La clef de voûte de tout cet édifice, c'est le « chef » (*Führer*) : Joseph Bilger⁴. On ne peut pas manquer de remarquer les nombreuses similitudes avec le vocabulaire des organisations nazies du Reich.

Le point de départ de la réflexion de Joseph Bilger est son analyse de la condition paysanne alsacienne. Le 16 mars 1928, il fait un tour d'horizon des éléments qui constitueraient une avancée : une école pour les paysans sous la forme d'une école d'hiver, avec l'étude des fruits, de la vigne, du lait⁵, le droit de chasse sur ses terres pour le cultivateur, le maintien du privilège des bouilleurs de cru, la protection contre la concurrence étrangère... Une organisation paysanne s'impose en suivant le modèle du mouvement ouvrier. Article après article, la pointe est enfoncée : le travail agricole est un travail forcé (*Zwangsarbeit*), les heures supplémentaires ne sont pas payées, il n'y a pas de jours chômés et la retraite n'est pas assurée (*Landwirtschaft in Not*)⁶. L'exigence de réformes est là, comme les syndicats ouvriers en ont obtenues à travers des dizaines d'années de lutte⁷. Une formule résume l'ensemble : tout pour les paysans, par les paysans : *Alles für die Bauern, durch die Bauern*. Un

³ Le 10 janvier 1938, le Préfet du Haut-Rhin signale au Ministre de l'Intérieur (Cabinet, Bureau politique, Sûreté Nationale) que ce journal *antimarxiste, antisémite, anti-Front Populaire*, en faveur d'un *ordre social nouveau d'inspiration chrétienne, basé sur la réconciliation des classes, le corporatisme et le régionalisme ... tire à plusieurs milliers d'exemplaires dont 2.500 aux abonnés*. Il s'agit de la *population rurale alsacienne et lorraine de langue française des régions de Ferrette, Sainte-Marie-aux-Mines, la Moselle, le Territoire de Belfort*. Sont mentionnés comme souscripteurs, Charpentier à Oran pour 3.000.-F et Godemi(n) à Courcelles-Chaussy (Moselle) pour 1.000.-F (Archives Nationales, Fontainebleau, 1994 0 500 / 0108).

⁴ REIMERINGER Bernard, « Un mouvement extrémiste des années trente : les Chemises vertes », *Revue d'Alsace*, 1990, pp. 113-133, article pionnier qui a déclenché une polémique de la part d'un des fils de Joseph Bilger.

⁵ *Bauernblatt* du 27 juin 1931 .

⁶ *Bauernblatt*, 1^{er} novembre 1930 .

⁷ C'est aussi l'optique de Dorgères : « Si Dorgères haïssait la gauche, il lui enviait son organisation. Il ne cessait de répéter aux paysans qu'il leur fallait abandonner leur vieil individualisme et s'organiser aussi efficacement que les ouvriers : "La paysannerie a le droit de parler comme Jouhaux, comme le patronat (dans l'Eure, 13 février 1939). Imaginez ce qu'ils pourraient accomplir si seulement ils acceptaient de payer les mêmes cotisations que les ouvriers" » , PAXTON Robert, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929 – 1939*, Paris, Seuil, 1996, p. 58.

travail loyal est possible avec l'Entente Paysanne d'Edmond Jacquet⁸. La Guerre des Paysans de 1525, une révolte anti-seigneuriale, antifiscale... matée dans le sang par le duc de Lorraine, demeure une référence historique incontournable dont le *Bauernblatt* publie les Douze articles le 2 avril 1932⁹.

Une alliance est possible entre la paysannerie (derrière l'étendard du *Bundschuh* de 1525) et le monde du travail, contre le Grand Capitalisme, « notre ennemi héréditaire ». L'heure est venue de forger une communauté, de former un front uni avec les autres formes de travail populaire et de conduire en France la Révolution du Quatrième Etat (*die Revolution des vierten Standes in Frankreich durchzuführen*)¹⁰. A côté du capitalisme, du marxisme, le complot judéo-maçonnique est évoqué¹¹. Une devise unifie les revendications : Communauté, Paix, Travail et Pain. Toutefois, il n'y a pas au Parlement de temps consacré ou des compétences¹² pour trouver des solutions aux problèmes de l'agriculteur et de l'économie¹³ et le combat contre le marxisme reste à mener. Ni Capital, ni Marxisme, la solution est le solidarisme chrétien¹⁴ : il s'agit ici d'une synthèse entre l'individualisme de l'agriculteur libéral et le collectivisme du socialisme d'Etat¹⁵. Mais l'agriculture est sacrifiée lors de la crise économique qui survient tardivement en France et la réponse doit porter sur des droits de douane et des contingents pour la production étrangère. Le solidarisme chrétien et économique est rappelé à la première journée paysanne lorraine¹⁶. Toutefois, le corporatisme est aussi indiqué comme solution¹⁷ et la devise du Bauernbund évolue : Famille Travail, (la petite) Patrie, Christianisme... Après le retour de la Sarre à l'Allemagne nazie (janvier 1935), la fermeture de la Sarre aux produits alsaciens et mosellans inquiète Bilger : une discussion avec Hitler s'impose¹⁸.

La coopération paysanne est nécessaire: le 25 juin 1932, est annoncée la fondation d'une banque paysanne de crédit du *Bauernbund* (*Land-Kreditkasse der Elsässischen Bauernbundes*), située au siège mulhousien, 24 rue d'Ensisheim. Elle offre un intérêt de 4 % pour 8 mois, soit 6 % annuel ; la coopérative des producteurs de céréales de l'Union Paysanne suit la coopérative agricole de l'Union Paysanne (6 et 17 mars

⁸ *Bauernblatt*, 20 décembre 1930

⁹ Sur cette révolte paysanne majeure, BISCHOFF Georges, *La guerre des paysans. L'Alsace et la révolution du Bundschuh 1493-1525*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2010, 491 p.

¹⁰ *Bauernblatt*, 21 septembre 1935

¹¹ Volk, 9 novembre 1935. Cf. STRAUSS L., "L'antisémitisme en Alsace dans les années trente", *XVIII^e colloque de la Société d'Histoire des Israélites d'Alsace et de Lorraine Strasbourg 10 et 11 février 1996*, Strasbourg, 1996, p. 77-89. Cf. également VINCLER J., *Communautés juives en péril, 1933-1939*, Metz, 2010, qui fait pourtant l'impasse sur le discours et l'action antisémite des Bilgériens en Moselle

¹² Au palais Bourbon, Thomas Seltz, député UPR du Bas Rhin s'était spécialisé dès 1919 dans la défense des intérêts agricoles. A partir de 1924, les *Bure députés* (députés paysans) Gustave Burger, directeur de l'Association des viticulteurs d'Alsace (démocrate) et Joseph Silbermann de Spechbach-le-Bas, vice-président du Comice agricole d'Altkirch (U.P.R.) vinrent l'épauler. STRAUSS L., art. cit., 1983, p. 397.

¹³ *Bauernblatt*, 11 mars 1933

¹⁴ *Bauernblatt*, 27 décembre 1930

¹⁵ L'article du *Bauernblatt* sur le solidarisme montre que Joseph Bilger identifie la racine du mouvement à la réflexion de Léon Bourgeois (radical). Dans son livre *Solidarité* paru en 1896, Léon Bourgeois (1851-1929) qui fut président du Conseil, président de la Société des Nations, prix Nobel de la Paix en 1920, s'appuie sur les sciences naturelles et montre que l'homme héritier d'un labeur immense, a une « dette envers tous les morts qui ont laissé cet héritage » et qu'il ne peut se considérer que comme usufruitier – ce que méconnaît Bilger. Et le paradoxe est réel : doctrine du radicalisme, débattu dans la franc-maçonnerie, le solidarisme est porté dans la mouvance de gauche et utilisé comme troisième voie entre capitalisme et marxisme, ce que propose également Bilger ! Cf. BLAIS Marie-Claude, *La solidarité. Histoire d'une idée*, Paris, Gallimard, 2007, 348 p. et sur le solidarisme et les enseignants, LERCH Dominique, *Assurer les risques du métier d'enseignant. Une société d'assurance mutuelle, l'Union Solidariste Universitaire. (1909-2009)*, Paris, Sudel, 2009, pp. 40-42.

¹⁶ *Bauernblatt*, 11 mars 1933.

¹⁷ Volk, 5 janvier 1936. Un article de J. Bilger dans *Libertés corporatives*, éditées par l'Association pour la Restauration corporative de la nation française, est difficile à retrouver : la collection de la BNF est incomplète.

¹⁸ *Bauernblatt*, 23 décembre 1933, 22 décembre 1934.

1934). Il y aurait d'autres pistes à creuser : le conseil juridique, l'assurance, l'édition (*Nouvelles Editions Populaires d'Alsace et de Lorraine, NEPAL*)¹⁹.

L'action est privilégiée par rapport à la réflexion

Lors de la Pentecôte 1935, Dorgères, le leader paysan français de la Défense Paysanne, vient à Colmar : « ce combattant du peuple, craint, est allé en prison pour les paysans et lutte contre la Terreur rouge²⁰ ». Il a laissé un récit de cette rencontre historique, puisque les chemises vertes des militants de son mouvement empruntent, en fait, l'uniforme créé par Joseph Bilger à Chavannes-sur-l'Etang : « (...) Des organisations agricoles d'Alsace m'ont invité à venir exposer notre programme à Colmar. Les socialistes et les communistes ayant annoncé une contre-manifestation, nos amis prirent leurs précautions. Une centaine de jeunes paysans portant une chemise verte assurent le service d'ordre. Trois cents braillards ayant voulu forcer l'entrée de la salle furent éjectés en vitesse et allèrent se mettre à l'abri derrière les gardes mobiles. Ce spectacle m'avait émerveillé et je racontais aux lecteurs du *Progrès Agricole de l'Ouest* ce que j'avais vu en Alsace. Dans la semaine même où paraissait mon article, en pleine saison des foins, je reçus une trentaine de lettres de jeunes cultivateurs me demandant de créer aussi des « chemises vertes » au sein de la Défense Paysanne. Consulté, le comité directeur accepte à la condition de préciser qu'il ne s'agit nullement de mettre sur pied une organisation fasciste. Le meilleur moyen d'éviter un tel danger est de n'admettre que des cultivateurs et des ouvriers agricoles dans notre groupement, ce que nous faisons. Legouez, jeune chef paysan de l'Eure, aujourd'hui sénateur, devient le premier président des Chemises Vertes. Les socialistes, qui avaient rassemblé leurs jeunes dans une formation baptisée les Faucons Rouges dénonceront nos Chemises Vertes avec le plus de véhémence. Or, leurs Faucons portaient la chemise bleue, le foulard rouge, le boudier et le poignard (...) »²¹.

De 1935 à 1937, Joseph Bilger soutient activement Dorgères²² : en 1937, une note de police de la Préfecture de Police de Paris²³ indique « qu'il est le collaborateur le plus intime de Dorgères et qu'il a été nommé secrétaire général du Rassemblement paysan et rural ». En août 1935, il se déplace à Rouen afin de protester, en manifestant, contre une condamnation de Dorgères et de quelques amis par le Tribunal Correctionnel de Rouen, pour avoir prôné la grève de l'impôt²⁴. Selon le journal dorgériste, le *Paysan du Centre Ouest* du 29 août 1935, Bilger est considéré comme le délégué alsacien à cette manifestation, portant une chemise verte. Il s'adresse aux marxistes pour leur dire « ce n'est pas vous les vrais socialistes, c'est nous ». « Les socialistes SFIO (Blum et al.) sont possesseurs de grandes fortunes ; nous ferons la révolution corporative et nationale des paysans de France ». Les paysans feront leur propre serment du Jeu de Paume, et ils établiront la IV^{ème} République du Travail Français. Bilger prête serment de fidélité et d'union paysanne, et on bat un ban pour lui. Bilger assiste à une

¹⁹ La modernité que véhicule ce journal mériterait un développement : une (petite) place pour les femmes paysannes (25 juin 1932), la mécanisation (tracteur, machine à planter, trayeuse, écrémeuse, l'engrais avec les scories Thomas – 14 mai 1932). Et une utilisation de la publicité pour disposer de recettes avec la variété des bières alsaciennes : la Tigerbock de Hatt, la bière de Lutterbach, la Perle Bock, la brasserie de Colmar... A noter qu'en février 1935, sur 39 annonces, 28 proviennent du Haut-Rhin et 11 du Bas-Rhin.

²⁰ *Bauernblatt*, 1^{er} juin 1935.

²¹ DORGERES, *Au temps des fourches*, Montrouge, Paris, 1972, pp. 197-198.

²² Il convient d'avoir lu le livre de Robert Paxton, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929 – 1939*, Paris, Seuil, 1996, 316 p. Après avoir examiné notre dossier, l'auteur nous a confié ses fiches concernant Bilger, ce dont il doit être chaleureusement remercié.

²³ APP Dossier 92. 412.

²⁴ AN. BB 18 2915.

deuxième réunion d'orgériste dans l'Ouest de la France en 1935. Il s'agit du Congrès de Bannalec (Finistère) en décembre 1935 où les Chemises Vertes²⁵ « d'orgéristes » sont créées.

La presse d'orgériste fait peu de références à Bilger. Dans un éditorial du *Progrès Agricole de l'Ouest* du 6 septembre 1936, Dorgères cite, parmi d'autres actions, la grève du lait dans le Haut-Rhin, menée par « nos amis » Bilger et Quiquerez, qui a forcé le préfet à recevoir les délégués de l'Union Paysanne et qui a abouti à une hausse du prix du lait de quatre sous le litre. Le ton de l'éditorial est très positif. Mais Robert Paxton, qui a dépouillé la presse d'orgériste, n'y a trouvé aucune référence ultérieure à Bilger.

L'action, ce sont des réunions où l'orateur – exceptionnel – qu'est Joseph Bilger peut développer ses thèses et mettre en lumière les résultats d'une lutte : dans les rapports des préfets conservés aux Archives Nationales²⁶, il y a plusieurs références à Bilger. Malheureusement, cette série a été détruite pour les années postérieures à 1936 (pendant l'évacuation de Paris en juin 1940). Dans le dossier du Territoire de Belfort, il y a un rapport du Commissaire Spécial de Belfort, du 23 décembre 1933, concernant la réunion de l'Association Générale de la Fédération des Producteurs de Lait du Territoire de Belfort, à la même date, dans la salle de la Maison du Peuple de Belfort, avec une centaine d'assistants. Le président est Jules Schorr, le vice-président Henri Muller, et le secrétaire est Maurice Bermont. Est aussi présent M. Girardin, président de la Chambre d'Agriculture. Bilger est l'orateur. Le Commissaire le décrit comme délégué de l'Union Paysanne de l'Alsace, une organisation « relevant de l'Entente Paysanne de la France ». Dans son discours, Bilger prône une économie « vraiment paysanne » : une action énergique est indispensable. Les paysans n'ont pas besoin pour les guider d'avocats ou de médecins ; ils doivent choisir leurs chefs dans leurs propres rangs, de vrais paysans. Il réfute la lutte des classes. Il s'élève contre la poussée des mercantis, des spéculateurs et la haute finance internationale. Il faut réformer « l'Etat bourgeois » pour mieux servir les intérêts paysans, qui fondent l'intérêt général du pays entier. Il décrit les excès du capitalisme, parle des problèmes des syndicats du lait, flétrit les dissidents. Il engage les producteurs à les pourchasser, tout en utilisant avant tout la persuasion *quitte à faire de la charcuterie si cela devient nécessaire*. Le prix du lait est trop bas : 1,10 F. à Belfort contre 1,40 F. à Mulhouse et 1,60 F. à Paris. Il faut faire attention, des vendeurs prennent du lait jusque dans la Haute-Saône. Il exhorte les paysans à l'union. Il termine avec le cri « Vive l'Entente Paysanne de France ! ». Le président met en garde ceux qui ne suivent pas les consignes : il ne faut pas céder le lait au-dessous de 0,85 F. Le président et Bilger sont « applaudis avec vigueur ».

Sous la même cote, dans le dossier « Haut-Rhin », on trouve un rapport du Commissaire Spécial de Mulhouse du 31 janvier 1933. Il décrit une réunion de l'*Elsässischer Bauernbund* qui a eu lieu le même jour avec à peu près 600 personnes, sous la présidence de Fischbesser, et en présence du député Brogly. Bilger, secrétaire du *Bauernbund* du Haut-Rhin, a parlé pendant à peu près une heure. Il évoque la déplorable situation des prix. Il prône la coopération agricole ; les coopératives doivent vendre directement, sans intermédiaires. Il demande la fermeture des frontières au blé et au bétail étrangers, et des subventions de calamités pour l'agriculture. Il demande également l'introduction en Alsace-Moselle de la loi française concernant la chasse, bien plus démocratique que la loi locale (M. le député Brogly est opposé à ce point du programme). Le Commissaire Spécial de la ville de Colmar décrit une réunion de protestation organisée par le *Bauernbund* le 27 novembre 1933 [rapport du 26 novembre] – c'est le même jour que la grande réunion organisée par le Parti Agraire et Paysan Français à

²⁵ En fait, l'uniforme des Chemises Vertes est né à Chavannes-sur-l'Etang, commune où était implanté Quiquerez en 1934. Il n'a pas été possible d'obtenir la photographie l'attestant, photographie montrée et commentée par Quiquerez en 1968. Celle-ci a toutefois été éditée dans l'*Almanach* du mouvement bilgérien, avec notamment au centre du groupe l'épouse de Joseph Bilger. L'*Almanach de l'Elsass-Lothringisches Bauernblatt*, imprimé chez Alsatia à Colmar, complète, à partir de 1934, le journal, le *Bauernblatt*. A noter que sur 111 publicités, une seule provient de Moselle, 8 du Bas-Rhin, 45 de Mulhouse, 17 de Colmar, 3 d'Altkirch. Voir le rapport du commissaire Bauer sur la journée paysanne, le lundi de Pâques 1935, avec bénédiction de la station de lait par le curé (ABR, Fonds Valot, 98 AL 673/2, référence communiquée par Pierre Vonau).

²⁶ AN F7 13629.

Paris –. Il s'agit d'une brève réunion préliminaire de maires paysans, présidée par Boltz, maire de Baldersheim. A peu près 350 personnes assistent à cette réunion dont Bilger est le secrétaire. Il parle des réunions de protestation dans toutes les régions de France. Il déclare que les cultivateurs sont une des forces vitales du pays ; ils seraient d'autant plus forts s'ils s'unissaient. Tous devraient s'inscrire au *Bauernbund*. Les locataires et propriétaires des chasses agissent comme s'ils se considéraient les seuls maîtres. Il s'élève contre la loi locale du 16 juillet 1890 et les prescriptions des cahiers des charges relatives à la location des terrains de chasse. L'orateur décrit ensuite les dégâts causés par les lapins de garenne.

La Justice a donc souvent eu affaire à ce syndicaliste paysan qui cherche une voie politique. Le 2 février 1935, le *Bauernblatt* doit publier un jugement qui a condamné Bilger à une amende de 50.-F et 1.-F de dommages et intérêts pour injures diffamatoires publiques; en 1937²⁷, son adjoint Moyses est condamné à 15 jours de prison. Les vœux de l'année sont mobilisateurs : « De Strasbourg à Domrémy, et de Domrémy au pouvoir, voilà notre vœu de nouvel an 1937 ! ». Des polémiques contre Léon Blum, « le pape rouge », et l'éloge du « ...grand Drumont²⁸ », marquent son antisémitisme. Le Front Populaire est bien une césure chronologique essentielle : « Ceci a été le groupe d'assaut fasciste d'Israël en France en l'an 1936 du salut (« *des Heils* »), et marque une radicalisation de ce mouvement, comme pour d'autres mouvements de droite²⁹.

Les communautés israélites se concertent sur cette campagne antisémite, et Bilger est perçu comme dangereux pour elles : à preuve, le compte rendu de la réunion des consistoires du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle du 8 décembre 1935 – réunion de type exceptionnel – : (...) *Monsieur Henry Lévy considère comme extrêmement dangereux et grave le mouvement provoqué dans les rangs des cultivateurs, par un certain Bilger. Monsieur Samuel, Président du Consistoire de la Moselle, donne ensuite un aperçu de la situation en Moselle. Les manifestations antisémites sont des manœuvres provoquées par les Allemands. Monsieur Henry Lévy est d'avis que les mesures prises par les Préfets suffisent pour le moment. Il conseille de rester en contact discret avec les autorités et de prendre la situation au sérieux mais pas au tragique. Monsieur Schwab, de Mulhouse, donne connaissance de la constitution à Mulhouse d'un groupe de jeunes gens décidés à se défendre, au besoin par la force. Monsieur Camille Lévy, de Sarrebourg, cite des exemples qui prouvent que le mouvement créé par Bilger dans les rangs des cultivateurs, est très grave. Monsieur Gustave Lévy, Metz, propose de créer un bureau devant centraliser tous les documents concernant la défense contre l'antisémitisme ; tenir les trois Consistoires au courant de ce qui se passe, et au besoin, alimenter la presse de petits articles ; créer, en outre, une délégation permanente devant s'occuper de ces questions. Il est d'avis de rester en contact permanent avec la Direction de la Police, d'entamer, le cas échéant, des procès en dommages-intérêts, mais déconseille toute violence, vu que nous sommes une minorité...*³⁰.

Le 1^{er} avril 1939, dans *Volk*, Joseph Bilger déclare apprécier *Je suis Partout*, hebdomadaire parisien d'extrême droite à succès, notamment le souhait de ce journal d'une France de 60 millions d'individus. Au même moment, les déclarations de Daladier sont critiquées, elles ne remettent pas en cause tout ce qui s'oppose au développement de la natalité : l'individualisme, le divorce, les droits sur l'héritage. Les gestes brutaux du III^{ème} Reich (Anschluss, annexion des Sudètes suivi du traité de Munich, le 28 septembre 1938) ont été critiqués dans la mesure où ils risquent de briser la paix. Cependant cela ne justifie pas le bellicisme de la « juiverie

²⁷ *Bauernblatt*, 2 janvier 1937

²⁸ *Volk*, 15 décembre 1937

²⁹ COLAS Jean-François, *Les droites nationales en Lorraine dans les années 1930 : acteurs, organisations, réseaux*, Thèse Paris X Nanterre, 2002, 647 p. + annexes, Atelier national de reproduction des thèses, p. 525. Je remercie de son aide un éminent collectionneur mosellan, Bertrand Fousse, auquel rien n'échappe concernant cette période.

³⁰ Jean Daltroff a mis généreusement à notre disposition ce texte.

internationale »³¹ et le tournant agressif de la politique anglaise. Sont évoquées la mission en Espagne du chanoine Poliman³² et une rencontre avec Pétain. Quelques jours plus tard, le leader paysan annonce qu'il va en appel suite à un « jugement de Salomon » qui le touche, lui et son adjoint Simler, dans la lutte pour le prix du lait. Et d'évoquer le début du nettoyage des écuries d'Augias contre une hydre à trois têtes, ennemie du paysan...

Si bon nombre d'auteurs rappellent que Pierre Pflimlin fut l'avocat du *Bauernbund* et de Joseph Bilger³³, ils ne mettent pas au jour les liens structuraux qui existent entre le *Bauernbund* et les Jeunesses Patriotes³⁴. Le *National populaire d'Alsace*³⁵, bulletin mensuel du groupe du Bas-Rhin des Nationaux populaires (Jeunesses Patriotes) rend compte de l'activité de son responsable, Maître Pflimlin qui tient une causerie sur le capitalisme le 8 janvier 1936, invite Joseph Bilger devant des étudiants de la Faculté de droit (compte rendu le 4 décembre 1936). Pilier de la Phalange Universitaire d'Alsace, Pierre Pflimlin s'exprime également dans *La Jeunesse Patriote d'Alsace*, diffusé à 500 exemplaires. violemment antisémite et anticomuniste, cette feuille prend position en décembre 1934 : « Tout ce que bave l'étranger : expulsés juifs, anarchistes, communistes, révolutionnaires et condamnés de droit commun cherchent asile en France et encore mieux, y trouvent du travail ». En 1935, Pierre Pflimlin³⁶ examine la doctrine corporative en lien avec l'école.

A partir de 1934, le *Bauernbund* a évolué : mouvement de combat (*Kampfbewegung*), il entre nettement en politique, au moment où la crise frappe durement la petite paysannerie d'Alsace et de Moselle, crise intensifiée par la fermeture progressive du marché allemand avec, en 1935, la perte du marché sarrois³⁷. Et Bilger se présente aux législatives de 1936 à Guebwiller : « Je suis contre le capitalisme, mais je voterai toujours contre le Front Populaire ». Au premier comme au second tour, il a autour de 2.300 voix (17% des voix), la moitié de celles du candidat UPR élu. En maintenant sa candidature au second tour, Bilger rompait avec le parti clérical, mais restait sur des positions autonomistes : « Après ces élections, écrit Bernard Reimeringer³⁸, le *Bauernbund* et le FNT – à l'image de tout ce qui est de droite en Alsace-Lorraine – se lancent dans une violente campagne contre Blum et le Front Populaire. Bilger les accuse de vouloir « soviétiser » la France, de mener son économie à la ruine et d'avoir

³¹ FERRIERES Gabrielle, *Jean Cavaillès*, Paris, 1982, p. 123, rappelle qu'à Strasbourg le « café Kammerzell (...) » a mis un écriteau : *Hunden und Juden verboten* (Interdit aux chiens et aux Juifs).

³² GAILLEMIN (Abbé), *Un prêtre député, le chanoine Poliman*, Paris, La Pensée universelle, 1973, 219 p. Ce lieutenant de la guerre de 1914-1918 conserve une admiration inconditionnelle envers le maréchal Pétain qui le conduit notamment au Conseil national de Vichy. Directeur diocésain, vicaire général honoraire du diocèse de Verdun, proposé à l'épiscopat, il est élu député en 1933 puis réélu en 1936. Emprisonné de 1945 à 1948. Cf. sa notice biographique dans COLAS J.-F., *op. cit.*, annexes.

³³ MISLIN Claude, *Les Croix de Feu et le parti social français en Alsace (1930 – 1939)*, Mémoire de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg, 1982, 43 p. + annexes ouvre l'éventail de la connaissance sur cette extrême droite complexe. Ici, il rappelle l'importance des cultivateurs dans le PSF, 24 %. Egalement TROALEN Anne-Laure, « Le Parti social français en Alsace, 1936 – 1939 », *Chantiers historiques en Alsace* n° 10, RA 2009, pp. 551-552. De DREYFUS François-Georges, « L'Action Française en Alsace », *Etudes maurassiennes*, 3, 1974, pp. 55-67.

³⁴ Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg M 40. 716.

³⁵ Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg M 40. 723.

³⁶ ITERSHEIM François, *Les carrefours des Tilleuls. Jeune Alsace résistante*, Strasbourg, Société Savante, 2008, p. 33 indique l'adresse de Pierre Pflimlin, au Secrétariat général de la Jeunesse de Vichy, domicilié à Cusset en 1941. La naissance de son fils Etienne le 16 octobre 1941 à Thonon-les-Bains, Haute-Savoie, marque et un nouveau domicile et une nouvelle fonction, juge d'instruction, ce qui permet de rompre avec Vichy (*Les Echos*, 7 septembre 2010). Du coup, l'introduction de Pierre Pflimlin à ses souvenirs, *Mémoires d'un Européen de la IV^e à la V^e République*, Paris, 1991, p. 13, n'est plus compréhensible : Pierre Pflimlin n'est pas pris dans l'engrenage de la vie politique en 1945 à travers le MRP, mais bien dix ans avant dans un mouvement... d'extrême droite. Ce que Pierre Pflimlin confirme dans *Les choix d'une vie*, Editions du Signe, 2001, 165 p. où il se situe, comme démocrate-chrétien, avec une évolution vers le centre gauche (p.37). Pour les chiffres d'affaires des Editions Alsatia avant guerre et durant la guerre et le rôle joué par Pierre Pflimlin entré au Conseil d'administration en 1949, voir aussi MOLLIER Jean-Yves, *Edition, presse et pouvoir en France au XX^e siècle*, Paris, Fayard, p. 89.

³⁷ En 1935, le 10 juin, démonstration de l'Union Paysanne d'Alsace à Ingersheim et Colmar, avec prise de parole de Bilger et de Dorgères ; Chemises vertes, Camelots du Roi et membres de l'Action Française se sont mêlés, avec un car venu de Sarrebourg, contre les militants du P.C.F. (Archives Nationales, Fontainebleau 1994 0 496 / 12).

³⁸ REIMERINGER B., *art. cit.*, pp. 124-125.

pour objectif de détruire la *Heimat*³⁹. L'antisémitisme du chef du FNT se donne alors libre cours, reprenant l'hypothèse –fausse– d'un nom hongrois (Blum, c'est le « sale juif », c'est *Blum-Karfunkelstein*). En octobre et en décembre 1936, le *Bauernbund* organise des manifestations contre le gouvernement de gauche à Metz et à Strasbourg. La réunion de Strasbourg, prévue pour le 18 décembre 1936 est interdite par la Préfecture⁴⁰ ; Bilger voulant passer outre, des heurts violents ont lieu sur la place Kléber entre les Chemises Vertes et les Gardes Mobiles. Bilger et le docteur Gillmann d'Obernai sont arrêtés et détenus jusqu'au 22 décembre, mesure maladroite, car elle vaut à ces hommes, au sein de leurs troupes, une auréole de martyrs qu'ils ont toujours su habilement brandir par la suite. Le 13 mars 1937, le *Bauernblatt* publie un violent article contre le gouvernement et l'emprunt qu'il vient d'émettre : *Nous prévenons notre pays frontière : Pas d'argent à Léon Blum, tant qu'il n'aura pas assuré l'existence de nos paysans et que la question de la Sarre ne sera pas réglée. Pas d'argent à Léon Blum, tant qu'il n'aura pas garanti les droits de nos écoles*⁴¹ et de notre pays. *Pas d'argent à Léon Blum, tant qu'il sera l'homme de paille de la finance internationale...* Cette prose autonomiste est une déclaration de guerre au gouvernement ; celui-ci ne l'entend pas de cette oreille et, en octobre 1937, J. Bilger comparaît devant le Tribunal correctionnel de Colmar pour *atteinte au crédit de l'Etat*. Bilger ne se démonte pas pour autant : il n'hésite pas à citer comme témoins Tardieu, Vincent Auriol et Bonnet. Ils ne viennent pas à la barre. Par contre l'audience se transforme en un véritable procès du Front Populaire, violemment attaqué par Bilger et l'un de ses deux défenseurs, Maître Pierre Pflimlin. Ce dernier parle de ce « franc-caoutchouc qui est en train de devenir une peau de chagrin » : il présente aussi J. Bilger comme un homme qui ne porte pas atteinte au crédit de la nation, mais qui contribue largement à faire renaître la confiance dans la France.

Cette même année 1936, le *Bauernbund* a emporté un grand succès dans la guerre du lait en obtenant une forte augmentation du prix du lait à la production. Autour de Mulhouse et dans le Sundgau, est organisée une série de manifestations (protestations, grève des livraisons aux laiteries). Des représentants de la Préfecture, Wicky, le maire socialiste de Mulhouse et les laitiers sont obligés de traiter avec les organisations paysannes. Le 21 août 1936, un accord est signé. Il met fin à la concurrence sauvage et assure enfin un prix garanti au producteur (1,10 F contre 0,80 F) ; une coopérative laitière, créée par le *Bauernbund* à Mulhouse-Dornach, obtient le monopole de la distribution du lait aux grossistes et aux commerçants. Cette convention reçoit l'aval de Georges Monnet, ministre de l'Agriculture du gouvernement Léon Blum. Accord original : il est peut-être le premier de ce type à avoir été conclu en France entre des organisations paysannes et les revendeurs ; dans le fond, il s'inspire de la procédure des conventions collectives de juin 1936. En juin 1937, il est reconduit, mais sur des bases plus larges : à l'instigation du *Bauernbund*, toutes les organisations de producteurs de lait de la zone de Mulhouse (y compris membres de la Fédération Agricole) acceptent d'entrer dans un *Office Coopératif du Lait* aux mains des amis de Bilger. L'Office s'occupe de ramasser le lait chez le producteur, de le payer suivant un prix conventionné et ensuite de le livrer aux revendeurs par l'intermédiaire de la coopérative de Mulhouse-Dornach. Bilger crie alors

³⁹ Parmi les thèmes non évoqués ici, le licenciement des fonctionnaires inutiles (*Bauernblatt*, 28 janvier 1933) comme le respect de la langue du peuple, l'Alsacien (*Volkssprache*).

⁴⁰ Le communiqué du *Bauernblatt* publié par l'*Elsässer* du 17 décembre 1936 est pour le moins violent à l'égard du gouvernement du Front Populaire : « *Alle Bauern nach Strassburg. Unsere Heimat ist noch keine Kolonie der fremden Mächte die in Paris regieren* ». Deux informations livrées par la presse : la liberté de réunion avait été garantie aux militants communistes car le meeting de Thorez en octobre avait été autorisé ; Mme Bilger vers midi lança à la place Kléber le mot d'ordre de se réunir à 2H, place de la Bourse (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 19 décembre 1936). Elle est donc bien présente aux côtés de son époux.

⁴¹ Sur la tentative de prolongation de la scolarité en Alsace, cf. MAYEUR J.-M., « Une bataille scolaire. Les catholiques alsaciens et la politique scolaire du gouvernement de Front populaire », *Cahiers de l'Association interuniversitaire de l'Est*, 1962, pp. 85-101 ; HIRSCH Jean-Pierre, *Combats pour l'école laïque en Alsace-Moselle entre 1815 et 1939*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 215 et sq ; GILLIG J.-M., *Bilinguisme et religion à l'école : l'Alsace divisée*, Strasbourg, 2012 ; VONAU Pierre, « Le 28 février 1937, mille savernois protestent contre l'école laïque », *Pays d'Alsace*, 214, 2012, pp 25-38.

victoire parce qu'il a réussi, au niveau de ce problème du lait, à damer le pion à la toute puissante Fédération Agricole, et parce qu'il a réussi à rendre enfin le paysan maître de tout le circuit du lait ; de plus, tous les producteurs sont réunis maintenant dans une seule et unique organisation. Dans cet Office, Bilger voit d'ailleurs la première pierre de son futur édifice corporatiste généralisé à toutes les professions⁴². En revanche, le *Bauernbund* (l'UPR fait de même) s'élève vigoureusement contre l'Office du Blé mis sur pied par le gouvernement du Front Populaire : le prix proposé au paysan est insuffisant (...) et surtout, cet Office est présenté comme un début de soviétisation de l'agriculture française.

Le 18 septembre 1938, en pleine crise des Sudètes, le *Bauernbund* organise à Strasbourg une grande journée paysanne. Avec plus de violence que par le passé, Bilger y réclame l'auto-administration de l'Alsace-Lorraine par les Alsaciens et Lorrains, la réunion immédiate d'un *Landtag* – terme issu de la Constitution de 1911 – composé d'élus d'Alsace-Lorraine (Conseillers généraux et Députés) et la convocation des « Etats-Généraux » (*Generalstände*) des travailleurs afin de sauver la *Heimat* du danger de la guerre. L'un des responsables haut-rhinois de l'UPR est violemment attaqué : *Quelle était l'attitude des partis et de leurs parlementaires aux moments les plus difficiles de l'histoire de notre Heimat ? Où se cachaient-ils ?... Aujourd'hui, nous pouvons le dire : ils ont agi en lâches et en suppôts de la III^e République !... Maintenant il nous faut accepter la rupture avec l'UPR et tous nous ranger derrière Joseph Bilger !*⁴³ « Lors de cette grande manifestation paysanne du 18 septembre 1938, à l'Orangerie de Strasbourg, Bilger s'oppose à tout soutien à la Tchécoslovaquie par la France, et glorifie les revendications de Henlein, le chef des nazis des Sudètes. Simler, conseiller général UPR du Haut-Rhin s'écrie : *Les paysans alsaciens ne veulent pas donner leurs os pour la Tchécoslovaquie ! Pour elle, aucun jeune paysan ne doit être sacrifié !* Foulé, conseiller général mosellan, ajoute : *En Moselle, personne ne veut donner sa peau pour des fauteurs de guerre étrangers !* Bilger termine cette réunion en exigeant l'instauration de libres relations commerciales pour l'Alsace avec l'Allemagne...

Soutenu dans le monde viticole⁴⁴ par Ernest Schlumberger, le propriétaire du grand domaine viticole de Guebwiller, Bilger s'apprêtait certainement, selon Léon Strauss, à mener une entreprise de grand style pour détruire l'emprise politique de l'UPR sur le Haut-Rhin lors des législatives prévues en 1940. Bilger était en passe de devenir l'homme politique clé du Haut-Rhin par le biais du *Bauernbund*, du *Front National du Travail* et d'une presse de 3.000 à 6.000 abonnés, en ayant affirmé son rôle face aux notables paysans.⁴⁵

Les réunions de propagande sont rodées, sur la base de ce ciment idéologique : nous en avons deux échos en février 1937 (Obernai) et août 1937 (Bouxwiller). A Obernai⁴⁶, Bilger plaide en faveur d'un Etat corporatif ; la vie en commun dans l'Etat doit reposer sur quatre piliers : 1/ la Famille ; 2/ le Travail ; 3/ la (petite) Patrie (*Heimat*) ; 4/ le Christianisme. Sont présents le maire de Niedernai, Moyses de Feldkirch qui vient d'être condamné à quatorze jours de prison. La réunion se termine en chantant la version allemande du *Te Deum*, un hymne religieux particulièrement connu en Alsace (et entendu encore à Cologne pour Noël 2011), *Grosser Gott wir loben dir*.

⁴² Le 1^{er} décembre 1934, le *Bauernblatt* rend compte d'un discours de Mussolini du 10 novembre 1934 sur le système corporatif : le système corporatif, empreint de discipline, s'appuie sur une économie forte et harmonieuse, s'adresse aux producteurs, aux entrepreneurs, aux techniciens et aux ouvriers qui concourent au bien commun (*zum Wohle der Allgemeinheit*). Organisation d'Etat, la corporation représente aussi les consommateurs. Donc absence de tensions ou d'intérêts divergents, harmonie...

⁴³ *Bauernblatt*, 1^{er} et 12 octobre 1938.

⁴⁴ HERBERICH-MARX, Geneviève, RAPHAEL Freddy, « Les "Noirs" et les "Rouges" au village. Mémoires de mineurs-vignerons de Haute-Alsace », *Saisons d'Alsace*, n° 92, juin 1986, pp. 83-98.

⁴⁵ Je m'appuie ici sur l'article pionnier de B. Reimeringer.

⁴⁶ *Courrier d'Obernai*, 17 février 1937.

A Bouxwiller⁴⁷, le 15 août 1937, il s'agit de l'inauguration d'un entrepôt situé près de la gare, de la coopérative agricole de l'Union Paysanne du *Hanauerland*. Une fête se déroule sur la place du Château à partir de 14 heures : quatre cavaliers, une voiture de la section du *Bauernbund* de Kirrwiller, les costumes et la chorale d'Uhlwiller. Suivent des sections du *Bauernbund* en chemise verte et cravate rouge. Le cortège traverse la ville, et il y a une assistance de 4.000 à 5.000 personnes selon le localier. Puis dans l'entrepôt, le président de la coopérative, H. Klein d'Imbsheim, accueille les invités au vin d'honneur servi avec le kugelhof. S'expriment H. Matthis, gérant de la coopérative agricole de Hoerd, H. Rommert de Kirrwiller, H. Ebel de Zellwiller et, *in fine*, Joseph Bilger. Son discours met en valeur d'une part le combat contre le capitalisme et le bolchevisme et, d'autre part, le soutien envers les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou paysans. L'entrepôt est le symbole de ce travail commun en vue du bien pour tous (*zum Wohl Aller*). Il proclame, comme à Obernai, les quatre piliers de la Famille, du Travail de la (petite) Patrie (*Heimat*) et du Christianisme sur lesquels une nouvelle société doit être bâtie. Parmi les invités, Dahlet le député autonomiste de centre gauche de la circonscription de Saverne, Gall le maire de Bouxwiller et plusieurs membres du conseil municipal de la ville. Puis un bal populaire avec danses traditionnelles (*alte Volkstänze*) conduite par la troupe dansante d'Uhrwiller, un riche buffet et des boissons retiennent les visiteurs jusqu'à tard dans la nuit⁴⁸.

En règle générale, le *Bauernbund* s'applique à défendre les intérêts de la petite paysannerie. Quelques revendications sont reprises en permanence : l'introduction du droit de chasse français en Alsace et en Moselle ; la promotion sociale des paysans ; cette « promotion » est bien sûr d'abord politique et passe par la création d'un Etat corporatif mais elle est aussi matérielle : les conditions de vie du paysan doivent être améliorées par une vigoureuse augmentation des prix de tous les produits agricoles : revalorisation de 30 % du prix du blé ; forte augmentation du prix du lait à la production. Toutefois, cette offre politique est également soutenue par des propriétaires importants, comme Schlumberger de Guebwiller, plus pour des raisons politiques que sociales. Ou son camarade d'école de Chavannes-sur-l'Etang, André Quiquerez, qui hérite de son père d'une exploitation de 21 ha de polyculture, orientée vers le lait et l'élevage, avec une dizaine de vaches. Celui-ci adhère en 1933 à l'Union Paysanne, fonde la même année un syndicat dans son village dont il devient maire en 1935. Il n'en demeure pas moins que des recherches sont à entreprendre : il faudrait étudier les responsables du *Bauernbund* en Alsace (Simler de Grussenheim), en Lorraine (Neu) ainsi que le niveau de vie réel de la paysannerie durant l'entre-deux-guerres en Alsace et en Moselle.

Un militant solide, intelligent est donc né durant l'entre-deux-guerres en Alsace, avec une ramification en Moselle d'un mouvement paysan porté aux extrêmes, antisémite, anti-communiste, anti-capitaliste, anti-Front Populaire⁴⁹. En 1938, le contrôleur général de la Sûreté de Strasbourg s'adresse au directeur de la Sûreté

⁴⁷ *Journal de Saverne*, 19 août 1937.

⁴⁸ Si le facteur confessionnel n'a guère ou pas du tout interféré dans le développement du *Bauernbund*, il rencontre toutefois beaucoup de succès dans le pays de Hanau protestant, ce que notait WAHL Alfred, *Confession et comportement dans les campagnes d'Alsace et de Bade. 1871 – 1939*, Strasbourg, Coprur, 1982, p. 600.

⁴⁹ Joseph Bilger est apprécié différemment par les historiens des droites en France ou les témoins. Ainsi, Eugen WEBER, *L'Action Française*, Paris, Fayard, 1985, p. 506 : « (...) Quand l'Action Française déclarait le 13 juillet 1936, que personne dans ses colonnes n'avait jamais fait de concession à l'hitlérisme, cela ne pouvait être contesté. Mais, à cette même époque, elle avait énergiquement refusé de censurer ou de rompre avec le braillard alsacien, le demi-nazi Joseph Bilger, ou avec sa feuille d'information *Volk* qui, dans son nationalisme antisémite, se rapprochait étroitement de la royaliste *Province d'Alsace* (...), dans son numéro de juin 1936 « Dans *L'Alsace fidèle à elle-même ? Regards sur deux siècles d'histoire d'Alsace*, Strasbourg, Nuée Bleue, 1988, p. 193, Frère MEDARD, tout en confirmant le clivage interne de la paysannerie, fait l'éloge de Joseph Bilger : « Cela explique qu'une grande partie des paysans ait suivi, dès 1930, Joseph Bilger, un homme plein d'audace et organisateur qui, dans un esprit corporatif, à l'instar de ce qui se faisait en Autriche, regroupa, dans le *Bauernbund* deux cents cinquante syndicats de la Fédération agricole et propagea, dans son journal *Elsass-Lothringisches Bauernblatt*, des revendications dont l'objectif immédiat était l'augmentation des prix agricoles. Son organisation réussit à se faire reconnaître, à marquer des points en matière de prix du lait entre 1936 et 1939. Elle remporta un très grand succès lorsque fut créée, par ses

nationale : « (...) En Moselle, la Jungmannschaft peut compter sur un appui assez sérieux des chrétiens sociaux d'Antoni, nombreux dans les arrondissements de Sarrebourg, Forbach, Sarreguemines (...) Il y a lieu de suivre enfin avec attention l'agitation entretenue à la campagne dans les trois départements par le Bauernbund dirigé par J. Bilger (...) Le Bauernbund a certainement fait ces derniers mois des progrès considérables, on peut dire qu'il domine maintenant dans le Haut-Rhin, où il a fortement pénétré, le Bas-Rhin et même entamé la Moselle (...) Il le classe dans le régionalisme corporatif à tendances fascisantes (...) Il utilise aussi avec une rare violence l'arme de l'antisémitisme et est (...) en rapport avec le Weltdienst dirigé à Erfurt par le colonel Fleischhauer⁵⁰ ... Son jeu apparaît trouble (...) on ne peut donc pas se prononcer avec certitude sur les sentiments réels au point de vue national sur ce tribun (...)»⁵¹.

On retrouve Joseph Bilger, militant enraciné d'abord dans le Haut-Rhin, comme responsable de la propagande du Gauleiter Bürckel, de 1940 à 1942. Pourquoi la collaboration en Lorraine ? Quel y fut son rôle ? Et quelles en furent les conséquences avec ce grand procès à Metz en 1947 ?

Pourquoi la Moselle ?

Le dépouillement du *Elsass-Lothringisches Bauernblatt* révèle que la branche lorraine du *Bauernbund* est fondée en 1932 : les 30 juillet et 4 septembre sont annoncées la *Lothringer Bauernbund* et le *Elsass-Lothringisches Bauernrat*. Les statuts sont déposés en préfecture le 12 septembre 1932. Quelques conseillers généraux mosellans, ou anciens conseillers généraux, sont de la partie : Eugène Foulé sculpteur de Petit Tenquin, Joseph Straub employé des Postes à Metz et Victor Antoni de Fénétrange. Plus tard, en réaction au Front Populaire, M^e Eiselé⁵² accepte bien volontiers la main tendue par le chanoine Ritz, responsable du journal *Le Lorrain*, journal catholique messin⁵³, qui a créé le Front Lorrain avec Robert Schuman, Moncel, Vautrin, Serot, Victor Antoni. Il devient secrétaire de ce Front Lorrain, constate l'adhésion de nombreux conseillers généraux de Moselle, de toutes les ligues à l'exception des Croix de Feu. C'est à l'intérieur de ce Front que Victor Antoni signale l'existence des Chemises Vertes. Selon lui, ce mouvement était plus radical que le Parti Social Chrétien qui dominait la vie de la Lorraine orientale. Neu (vers 1950), le conseiller général de Sarralbe (Straub) et celui de

soins, la coopérative laitière de Mulhouse qui obtint le monopole de la distribution. L'action de Bilger eut des répercussions dans tous les villages alsaciens et divisa le monde paysan. Dans mon village, les grands et moyens agriculteurs restèrent fidèles à leur Fédération. Les petits cherchèrent leur salut auprès de Bilger. En rendant visite aux familles, je devinais d'avance à quel journal elles étaient abonnées et je m'attendais toujours à des diatribes à l'égard de l'une ou de l'autre organisation ». Quant à ORY Pascal, *Les collaborateurs. 1940 – 1945*, Paris, Seuil, 1980, il prend acte du lien Dorgères-Bilger (p. 178) et s'attache à la faiblesse de la proportion d'Alsaciens après l'annexion de fait « dans les diverses organisations satellites du parti, nazi où toute promotion signe beaucoup plus pour l'intéressé une compromission supplémentaire que l'accès à une égalité de pouvoir effective avec ses frères en germanité ; ainsi, en milieu rural, pour les *Bauern* (agriculteurs d'honneur) d'arrondissement de l'Union des Paysans, souvent recrutés parmi les partisans de Bilger ». (p. 188).

⁵⁰ Le colonel Fleischhauer, chef du service mondial (Weltdienst), organisation nazie de presse et d'information antisémite, écrit à Joseph Bilger le 2 novembre 1936 : « Grand merci pour votre lettre du 22 octobre. Nous avons fait immédiatement le nécessaire pour que tous les quinze jours soit adressé régulièrement à vos organes *Bauernblatt* et *Volk* un exemplaire de notre service de renseignements Weltdienst ... Nous vous remercions de votre promesse de nous envoyer régulièrement vos journaux ... Nous serions particulièrement heureux d'entrer en relation avec le chef des comités et ligues d'Action et de Défense Paysanne Dorgères ... Le moment est venu de fonder un front commun solide. » En juillet 1937, un colis adressé à Bilger arrive en gare de Colmar : journaux, brochures et tracts. Ouvert par mégarde – par provocation en lien avec la police selon Bilger – par le journaliste socialiste du *Républicain*, il amène Joseph Bilger à nier avoir le moindre contact avec le Weltdienst, à ce moment-là comme lors du procès. Si la lettre de Bilger à Fleischhauer n'est pas dans les mains de la police ou de l'accusation, ni la police ni l'accusation ne semblent vouloir faire état d'un courrier, à lui adressé, et ouvert ... (Archives Nationales, Fontainebleau, 1994 0 500 / 0108).

⁵¹ AHR, 307 J 2. Ce rapport, versé au dossier du procès Ernst a été en possession du député Stürmel qui l'a annoté.

⁵² En 1988, Dominique LERCH eut de nombreux entretiens avec M^e Eiselé à Metz.

⁵³ ROTH (François), *Le temps des journaux. Presse et culture nationale en Lorraine mosellane 1860-1940*, Editions Serpenoises, Metz, 1983, 276 p.

Phalsbourg (Dr Kirch) feraient aussi partie du Front Lorrain. Il y a donc, dans les milieux de droite voire d'extrême droite⁵⁴, une réaction profonde au Front Populaire avec le Front Lorrain auquel s'agrègent diverses composantes à l'exception, en Moselle, des Croix de Feu⁵⁵. Le Bauernbund ne s'intègre pas à ce Front Lorrain, mais Antoni et Foulé siègent au Comité exécutif et son programme est proche du mouvement de Bilger⁵⁶. Par ailleurs, le *Lothringer Volkszeitung*⁵⁷ accorde de la place au Bauernbund. Ainsi le 10-11 janvier 1937, en première page, l'annonce d'une rencontre de tous les paysans lorrains au parc des expositions de Metz avec comme orateurs Bilger, Foulé, Moyses, Neu, Streiff. Le 12 janvier, un compte rendu en 1^{ère} page puis en page interne met en relief la présence de 7.000 paysans avec, au final, Beaudouin, représentant de Château-Salins. Le 19 janvier est annoncée une conférence de Joseph Bilger à Metz pour le Front National du Travail, puis le 24 janvier un compte rendu de la thématique corporative et le 27, la fondation d'un secrétariat régional du F.N.T. à Metz, 13 rue Mozart.

Un rapport du Préfet de la Moselle au Ministre de l'Agriculture (Section des Chambres d'Agriculture), en date du 14 février 1939, fait un bilan de son point de vue, sur le renouvellement des membres de la Chambre d'Agriculture de Moselle : (...) *Dans les arrondissements de Boulay et Thionville-est, la liste traditionnelle des Comices agricoles a dû affronter celle d'éléments plus jeunes et plus actifs, bénéficiant dans une certaine mesure et sous une forme plus ou moins assurée (assumée) de l'appui de l'Union Paysanne de Lorraine (...) dans l'arrondissement de Thionville-est, la liste nouvelle a emporté la majorité des suffrages (...) Ce groupement (l'Union Paysanne) dont les collusions sont, sur le plan national, des plus douteuses, s'efforce avec le concours des organisations régionalisantes ou autonomisantes, de saper l'influence de certaines personnalités, jugées trop tièdes dans leurs revendications aussi bien que trop françaises et trop fidèlement attachées à nos institutions dans leurs sentiments. En dépit d'une intense activité, l'Union Paysanne n'a pu prendre une place prépondérante en Moselle, et cette situation reste, semble-t-il inchangée. Son succès dans l'arrondissement de Thionville-est ne saurait être enregistré sous sa forme brutale. Il est en effet beaucoup plus le résultat d'un antagonisme de personnes ou même encore d'une animosité déclarée contre les hommes en place, jugés insuffisants, que celui de deux tendances opposées.* Il faut toutefois indiquer que Volk, un des journaux de Bilger, compte jusqu'à 300 abonnés dans le pays de Bitche⁵⁸.

Insuffisance du renouvellement des générations, ardeur de troupes plus jeunes, mais aussi rapport à la nationalité (autonomie, séparation ?), quoi qu'il en soit, en février 1939, aux yeux du préfet de Moselle, le *Bauernbund* n'occupe pas une place prépondérante. De 1934, à Sarreguemines, puis Sarre-Union, en 1936 à Sarrebourg puis Forbach, ce n'est pas faute de manifestations...

La Moselle donc parce qu'il y a des ramifications, quelques relais du *Bauernbund*, Antoni certes, mais aussi en proximité François Beaudoin, élu député de Château-Salins en 1936⁵⁹. Le sous-préfet de Château-Salins se fait l'écho de l'activité du Bauernbund dans son arrondissement le 25 février 1936 : *Le journal Le Combat, rédigé en allemand est effectivement diffusé dans certaines communes de l'arrondissement par le groupement du*

⁵⁴ A lire impérativement, COLAS J.-F., *op.cit.* sur *Les droites nationales...*

⁵⁵ GONTARD Marie-Pierre, « Le Francisme en Moselle (1933 – 1936) », 11 p., extraits publiés dans le *Cahier n° 1 du Cercle Jean Macé de Metz*, 4^{ème} trimestre 1986. Ces « Chemises bleues » apparaissent en Moselle également en 1934, à Thionville, et rassemblent 2.500 voix aux élections.

⁵⁶ WILMOUTH Philippe, 1936. *Front Lorrain contre Front Populaire*, Hagondange, Fensch vallée éditeurs, 2006, p. 47. Je remercie cet auteur, militant de la mémoire avec l'association ASCOMEMO à Hagondange.

⁵⁷ Le journal « partage avec les autonomistes un certain nombre de thèmes, un vocabulaire commun, une sensibilité commune et... certains membres du Conseil d'administration sont des autonomistes notoires », COLAS J.-F., *op. cit.*, p. 340. Voir en particulier la présence d'Antoni, de l'abbé Pinck, puis, en 1935, de Straub.

⁵⁸ WILMOUTH Philippe, *op. cit.*, pp. 111-112 ; et voir également le chapitre Regional fascism, et ici, les pages 101 et 102, de l'ouvrage de GOODFELLOW Samuel H., *Between the Swastika and the Cross of Lorraine. Fascism in interwar Alsace Northern*, Illinois Press, Dekalb, 1999, 230 p.

⁵⁹ STRAUSS Léon, *Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle. 1940 – 1945*, Colmar, Bentzinger, 2010, p. 192.

Bauernbund, il a été distribué par les militants de ce parti dans plusieurs réunions tenues dans quelques communes du canton d'Alberstroff ...

L'agression contre M. Léon Blum a récemment provoqué dans les mêmes milieux du Bauernbund des commentaires violemment antisémites dont j'étais moi-même le témoin. A l'issue de la réunion de Vibersviller et après la clôture de la séance officielle, le nommé Bour, chef de groupement à Munster, s'est répandu, en ma présence, en propos déplacés que j'ai d'ailleurs relevés, exprimant le regret que M. Blum n'ait pas été abattu et que la France ne se débarrasse pas par la violence de ses éléments juifs⁶⁰.

La Moselle est donc retenue par Bilger mais avant tout pour une raison négative – le rejet d'une candidature de Bilger auprès d'Ernst – dirigeant nazi de la ville de Strasbourg – et du Gauleiter Wagner, le lien avec Bürckel pour l'aspect positif.

De retour du Stalag où il était prisonnier de guerre, Bilger est en Alsace fin août 1940. Le 17 septembre 1940, une circulaire de Bilger est adressée aux hommes de confiance locaux leur demandant de soutenir le parti nazi et ses formations, les jeunes devant s'engager dans les S.S. :

« Camarades, après un difficile combat plein de sacrifices pour notre peuple, notre patrie et sa source de vie et de sang, la patrie paysanne, le plus grand tournant de notre époque causé par le national-socialisme allemand nous apporte entière satisfaction, la réalisation de notre idéal vers le but indiqué.

Il est tout à fait naturel et dans le devoir de tous nos combattants des unions paysannes, de la jeunesse frontiste du Front du Travail de soutenir activement la N.S.D.A.P. et toutes ses formations dans leurs engagements. Des directives ont déjà été données à mes hommes de confiance qui se sont engagés avec succès dans le parti, la jeunesse hitlérienne, la B.D.M., la S.A.

Les sections S.S. doivent également recevoir notre soutien. Mes adhérents qui sont jeunes, surtout ceux qui physiquement et au point de vue race sont irrécusables, doivent absolument se grouper dans la S.S. (...) »

A l'instruction, le 12 mars 1945, Joseph Bilger commente cette « tentative désespérée pour échapper à l'étouffement qui nous menaçait de la part des éléments d'Outre-Rhin, des bicklériens⁶¹ autonomistes (pour la plupart S.S.) et des éléments louches, sans tradition ni expérience politique, mais responsables de la vague de dénonciations et de terreur qui passait sur le pays et qui allait provoquer les expulsions, internements (...) J'ai appelé mes délégués à noyauter les organisations nazies. Qui veut la fin veut les moyens (...) Que représentent devant ces faits éclatants, quelques affirmations gratuites de camouflage (...) »

Toutefois, il est amené à reconnaître que « nos efforts d'infiltration n'ont pas donné tous les résultats escomptés ; les nazis sur leurs gardes m'ont écarté de tous les postes influents et de la presse (...) » D'août 1940 à avril 1941, il liquide la coopérative laitière de Mulhouse et reste en Alsace⁶².

Lors de l'instruction en vue du procès de 1947, Ernst, maire provisoire de Strasbourg, est auditionné le 13 mai 1946. Il indique : « En août 1940, en sa qualité de chef de l'Union Paysanne, Bilger a pris contact avec moi à la mairie (de Strasbourg) et s'est proposé de continuer son activité au sein des mouvements paysans, conception nationale-socialiste, ainsi qu'il l'avait déployée dans l'Union Paysanne avant 1939. Je n'ai entrepris aucune

⁶⁰ ADM, 301 M 73.

⁶¹ La notice sur Christian BICKLER du *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne*, rédigée par Léon Strauss et Alfred Wahl, donne les éléments-clés (et la bibliographie) sur cet avocat né en 1904 en Moselle, militant autonomiste séparatiste. Fondateur du *Elsass-Lothringen Partei*, avec le journal *Frei Volk*, il signe le manifeste d'allégeance à Hitler (Manifeste des Trois Epis). *Standartenführer SS* (colonel), admis au NSDAP, il est *Kreisleiter* de Strasbourg, appelle les Alsaciens à s'engager dans la *Waffen SS* ; au service du renseignement à Paris (*Sicherheitsdienst*) en 1941, condamné à mort par contumace en 1947, il s'est réfugié en 1948 en Italie. Il vivait au bord du lac Majeur en 1964, d'où il continuait à suivre les parutions concernant cette époque (lettre à Jean-Paul Baechler, directeur de *Saisons d'Alsace*).

⁶² Selon le témoignage du 8 juin 1982 de M. Groshenny, membre du *Bauernbund*, l'Union Paysanne puisait dans la caisse de la coopérative pour son combat ; une reconnaissance de dette de 300.000.-F de l'époque indique le niveau de cet apport.

démarche en sa faveur, car j'avais de Bilger une opinion assez réservée à la suite de conversations avec des personnes que je ne saurais plus désigner. A ma connaissance, Bilger n'a touché aucun fonds de propagande allemande (...) On m'avait mis en garde contre lui et j'ai formulé une certaine réserve en ce qui le concerne, parce qu'il m'a été dépeint comme ayant un culte pour Jeanne d'Arc et qu'il était connu pour ses relations avec des éléments nationalistes français (...) Il est difficile de [le] classer parmi les admirateurs du régime nazi ou parmi les francophiles. Il ne s'extériorisait ni dans un sens ni dans l'autre (...) Il est hors de doute qu'étant données ses compétences agricoles, Bilger aurait mérité d'occuper un poste important en Alsace ; c'est uniquement à la suite du doute politique qui planait sur lui qu'il a été écarté d'une telle fonction et dans la presse et dans l'organisation. »

Le Gauleiter Wagner, interrogé le 16 mai 1946, confirme cette appréciation : « (...) Je me rappelle (...) qu'à l'occasion d'une entrevue que j'ai eue en 1944 avec le Ministre Kohler, celui-ci m'a incidemment parlé d'un conflit qui existait au sein du mouvement que dirigeait Bilger et relatif à l'attitude politique de Bilger, élément douteux quant à son loyalisme à l'égard du régime nazi (...) »⁶³.

Et donc l'Alsace nazie ne s'ouvrant pas, Bilger se tourne vers la Moselle. Connaissait-il Bürckel depuis 1937, date d'un voyage à Sarrebruck ? Le débat, au procès, est intéressant : Oui, il a été invité ; non, il a chargé un industriel de Nancy de dire à Bürckel qu'[il ne se rendrait] pas à son invitation, *mes relations avec l'Allemagne sur le terrain politique devant nécessairement passer par Paris*. Le Président : *J'ai là vos différentes déclarations. Vous ne parlez pas encore de votre voyage à Sarrebruck à cette fête commémorative de l'Anschluss.(en mars 1938) Ce qui montre que votre bonne foi n'est pas tellement absolue.*

L'on ne dispose pas, à l'heure actuelle, de preuves. Toutefois, l'interrogation de Goodfellow porte précisément sur le tournant de juin 1938, au banquet de l'Action Française à Strasbourg : entre juin 1938 et mai 1940, Bilger passe du camp français au camp allemand. Munich a pu jouer également le rôle de révélateur : la guerre aura lieu, l'Allemagne la gagnera, il faut être dans le camp des vainqueurs pour défendre les droits de la corporation paysanne alsacienne. Ou, à mon avis, un homme aussi intelligent que Bilger est capable d'avoir trois fers au feu : devenir député puis ministre français ; être accepté par Ernst ou le Gauleiter Wagner en Alsace ; user de sa relation à Bürckel, Gauleiter de la Sarre et du Palatinat.

Après avoir été convoqué à Noël 1940 par Bürckel après la grande expulsion des Mosellans, Bilger prend des fonctions de propagandiste à Metz d'avril 1941 à Noël 1942. Bilger ayant envoyé à Hess un rapport sur ces expulsions, Bürckel convoque Bilger et lui confie n'avoir pas voulu ces expulsions : « Il voudrait s'entourer de conseillers de la population pour éviter des mesures (...) ». Bilger qui confie avoir pris de l'ascendant sur Bürckel, accepte à quatre conditions :

1. arrêt des déportations, c'est-à-dire, en Moselle des expulsions ;
2. politique de réparation, notamment par un rapatriement massif des expulsés ;
3. suspension de l'introduction du Parti nazi ;
4. suspension de l'application de la doctrine raciste.

De passage à Metz, August Wilhelm, prince de Prusse, écrit à Bürckel, le 24 février 1942, qu'en ce qui concerne Bilger, il le trouve très intelligent, un peu trop révolutionnaire dans son langage mais totalement dévoué et plein d'admiration pour le Gauleiter à l'instar de Foulé....

Or, sous l'impulsion du « *Bierleiter Gaukel* » (allusion à son absorption d'alcool), les expulsions de Moselle étaient allées bon train : de juillet à septembre 1940, 24.210 personnes ont été touchées par une expulsion ou une

⁶³ On trouve écho de deux propositions d'Ernst dans le rapport du S.D. en Alsace au Gauleiter (A.D. Moselle 3342/47, 657) : « organisation de la jeunesse paysanne en Alsace, le placer à la Fédération Agricole : pas un poste exposé mais il ne serait pas désirable de l'écartier une fois pour toutes ». A l'audience du procès de Bilger, le Président indique qu'« à deux reprises, il vous a proposé un poste important dans le Ravitaillement ». « C'est possible », répond Bilger.

interdiction de retour après l'exode ; le 11 novembre 1940, commencèrent les expulsions massives vers la France : au total, plus de 200.000 personnes ont dû quitter la Lorraine. En 1942, entre avril et juillet, germanisation et nazification prennent une nouvelle dimension : construction du Parti nazi, accession possible à la nationalité allemande et, le 29 juillet 1942, le service militaire obligatoire dans l'armée allemande. Au moment où l'armée nazie de Paulus piétine en Russie puis capitule à Stalingrad, il y a donc une montée en puissance de la nazification qui ajoute aux expulsions un nouveau cortège de douleur, celui des Incorporés de force où Luxembourgeois, Mosellans et Alsaciens sont à la peine.

Ainsi, Joseph Bilger figure bien sur l'organigramme de la « communauté du peuple allemand » en Lorraine (*Deutsche Volksgemeinschaft, D.V.G.*), sous les ordres du Gauleiter. Il est chargé de la direction de la propagande active et de l'information. Et de fait, il met sa plume au service des nazis⁶⁴ : au procès de 1947, ces articles sont traduits, citons-en quelques-uns :

- *Kampf dem Gerücht* (Lutte contre les faux bruits)⁶⁵ : « Des éléments inexcusables, au service de l'ennemi, ont essayé ces jours derniers de porter l'inquiétude dans la population. Ils annonçaient des expulsions en masse dans toute la Lorraine (...) L'avis publié ce jour par le Gauleiter se prononce d'une façon indubitable sur cette propagande méthodique de l'ennemi et fixe une peine importante pour l'arrestation des auteurs des bruits infâmes (...) Tout membre de la D.V.G. en Lorraine est obligé d'identifier le premier diffuseur de faux bruits qu'il rencontre, de l'arrêter et de lui faire demander compte par l'autorité compétente (...) ».
- *Geistige Emigranten* (Les émigrants en esprit)⁶⁶ : « (...) Pendant que les émigrants jouent la comédie à l'île de refuge britannique et en Amérique, des gouvernements sans peuple soutenus par l'or anglo-saxon et juif cherchent à sauvegarder l'apparence d'une puissance perdue (...) ».
- *Vom Regen in die Traufe* (De mal en pis)⁶⁷ : « (...) En Lorraine également des jeunes gens astreints au service du travail, l'an passé, ont passé la frontière en direction de la France et se sont eux-mêmes retiré leur appartenance au peuple (*Volksgemeinschaft*). La faute des parents est énorme, qui consiste à pousser leurs enfants dans la voie du bannissement, les aidant directement ou indirectement dans leur dessein (...) ».
- *Lothringens grosse Chance* (La grande chance de la Lorraine)⁶⁸ : « La marche vers le Reich est en même temps la marche vers le socialisme. Elle signifie, sous la conduite allemande, la paix en Europe et l'unification de ce continent, de sorte que pour la Lorraine, ce sera la fin d'un éternel va et vient, le fait de connaître l'appartenance à un Grand Reich (...) De par le Führer, le Gauleiter Bürckel avait une chance unique à présenter à la Lorraine, ce pays éprouvé dans l'Allemagne de l'Ouest. Une politique foncièrement nouvelle doit dégager le noyau allemand de cette population et le faire s'épanouir (...) ».
- *Lothringen in der deutschen Volksgemeinschaft. Volk der Arbeit hört den Ruf der sozialen Revolution*⁶⁹ : Bilger s'adresse au « peuple du travail » et lui demande d'entendre l'appel de la révolution sociale, la Lorraine étant intégrée dans la communauté du peuple allemand. La Lorraine allemande est réveillée : *das deutsche Lothringen ist erwacht*.

⁶⁴ A juste titre, VERGEZ-CHAIGNON (Bénédicte), *Histoire de l'épuration*, Larousse, Paris, 2010, 608 p. insiste sur le fait que pour les journalistes le "dossier est facile à constituer, à présenter, à apprécier " (p. 525).

⁶⁵ *Metzer Zeitung am Abend*, 14-15 mars 1942.

⁶⁶ *Metzer Zeitung am Abend*, 21 mars 1942.

⁶⁷ *Metzer Zeitung am Abend*, 27 mars 1942.

⁶⁸ *Metzer Zeitung am Abend*, 11-12 avril 1942.

⁶⁹ *Metzer Zeitung am Abend*, 1-2 août 1941, écrit repris dans *Das Schulungsbrief, Aufbau und Werke der Partei im deutschen West*, Berlin, 1941.

- *Sie bekennen sich zur grossen deutschen Heimat, zum neuen Europa*⁷⁰ : On a l'écho d'une réunion de paysans du cercle de Metz où Bilger demande à ce que les paysans se reconnaissent dans la grande patrie allemande, la nouvelle Europe : « Pour celui qui n'est pas un paysan allemand confirmé dans cet espace frontalier, il n'y a pas de place pour lui, qu'il soit lorrain ou originaire du Palatinat bavarois (...) un mur de sang allemand permettra d'arriver à une paix valable sans fin. Naturellement, les ennemis d'hier demeurent les ennemis d'aujourd'hui : le juif et le libéral chauvin ergoteur (*Klüngele*) ».
- *Volksregierung* (le gouvernement du peuple) : Bilger compare l'organisation du DVG au NSDAP et écrit que « les ministres et les préfets (...) étaient les convives fêtés chez les maîtres de forge et juifs de la Bourse, mais [que] pour se montrer dans les usines, parmi les travailleurs, ils étaient trop orgueilleux. La démocratie d'hier n'était que mensonge, une vilaine farce, un instrument de l'hégémonie capitaliste (...) »⁷¹.
- *Gestürzte Götzen* (Idoles renversées), publiée dans le *Westmärkische Bauernkalender* (almanach paysan de la Westmark) de 1942 : Bilger explique l'histoire allemande de la Lorraine : « La Lorraine allemande est retournée dans l'unité du Grand Reich à laquelle elle a été jadis arrachée »⁷².

A côté des articles de journaux, on a l'écho de tournées :

- Pendant la première moitié de 1941, il effectue une tournée en Alsace (Strasbourg 14-15 janvier, Haguenau 16 janvier, Colmar 5-16 février), en Pays de Bade (Fribourg, Lahr 21-22 janvier) puis en Moselle (Saint-Avold et Goetzenbruck) en mars-avril, assistant le 19 juin à une cérémonie en l'honneur de Karl Roos.
- Pour Noël 1941, il adresse une circulaire à tous les responsables du DVG : « Les auteurs de la guerre, les ennemis éternels de l'ordre et de la paix, les juifs apatrides et leurs satellites ploutocratiques sont abattus (...) Nous sommes tous unis pour le peuple allemand créé par notre bon Dieu (*von unserem Herrgott erschaffenes deutsches Volk*) ».

On dispose également de pièces qui ont été versées au dossier d'instruction :

- Un rapport de Bilger au Gauleiter du 23 février 1942 (pièce 58 du dossier d'instruction) sur des abus dans les usines d'Amnéville et Rombas, sur les menées à la frontière, mais il souhaite s'exprimer oralement : « Il est hors de doute que l'organisation gaulliste dispose de relations incroyables et d'un excellent service d'information (...) La très grande majorité de la population lorraine est loyale. Elle doit être délivrée de ces individus nuisibles (*Schädlingen*) et de ces traîtres et ne pas endurer à nouveau des souffrances imméritées à cause de leurs agissements (...) ».
- Le 26 mars 1942 (pièce 70 du dossier d'instruction), Bilger pousse à l'obtention pour les Lorrains de « la citoyenneté du Reich (*Reichbürgerbrief*) car ils sont prêts à prendre sur eux non seulement l'accomplissement du devoir de soldat dans la grande lutte pour le destin du Reich (...) Il serait peut-être opportun de charger dès maintenant un service compétent en Lorraine de la collecte des droits de citoyenneté (..) ».

Toutefois, en décembre 1942, Bilger n'est plus en place à Metz. En février de la même année, une crise de confiance ayant éclaté entre le Gauleiter et lui, il refuse l'adhésion au parti nazi et la citoyenneté allemande⁷³ attribuée aux 1.500 premiers lorrains promus citoyens du Reich. Le S.D. pensait qu'une réunion d'hommes de confiance tenue chez lui pouvait signifier le début d'un complot. Réaction d'Allemands devant l'influence de Bilger,

⁷⁰ *Metzer Zeitung am Abend*, 16 février 1942.

⁷¹ *Metzer Zeitung am Abend*, 17 avril 1942.

⁷² Thème repris dans le *Metzer Zeitung am Abend*, 26 mai 1942 sous le titre *Kulturellen Aufbau* (Restauration culturelle).

⁷³ C'est du moins ce qu'il écrit à Stürmel, député d'Altkirch, le 7 mars 1971 : *J'ai refusé en 1942 à Bürckel le Parteiabzeichen en invoquant par écrit mon opposition à l'antichristianisme de la NSDAP* (AHR, Fonds Stürmel).

en particulier des personnes venues du Palatinat ou heurts avec la Gestapo ? Changement de Bilger, notamment du fait de l'évolution de la situation du front russe ? Il quitte Metz pour Hambourg⁷⁴.

« Je reste en fonction jusqu'à fin mai (1942) », dit-il au procès. La chronologie est ensuite difficile à cerner : en juillet 1942, il quitte la Moselle pour Hambourg ; après un retour en Moselle en août 1942 car son épouse est malade, il passe en Alsace : fin novembre 1942, il revient à Metz où, toujours rémunéré sur les fonds de la *Gauleitung*, il devient, jusqu'à la mort du Gauleiter Bürckel, son conseiller privé sur les problèmes politiques en France, Belgique, Alsace, Moselle. En novembre 1943, il avait rencontré Stürmel, député d'Altkirch (Haut-Rhin) qui était resté sur la réserve tout en acceptant un poste d'adjoint au maire de Mulhouse. Avec ce dernier, le baron de Reinach et l'abbé Pierret, agent du SD, il va à Lyon la même année et y prend contact avec Mgr Heintz, l'évêque expulsé de Metz. A la fin de 1944, il fonde clandestinement le Comité d'Alsace-Lorraine libre, comité évoqué par Ernest Schlumberger, propriétaire viticole, qui déclare, le 17 mars 1945, lors de l'instruction, qu'en septembre 1944 « (Bilger) m'a alors annoncé son intention de créer un mouvement pour faire opposition au système allemand et notamment au Gauleiter Wagner. Il voulait placer des hommes à lui dans l'appareil administratif et politique allemand et saboter le régime d'oppression. Il m'a parlé d'un manifeste dont j'ai pris connaissance, qui traitait cette question (...) Ce mouvement était purement alsacien, très régionaliste mais aussi autonomiste. Bilger préconisait l'Alsace française, ayant une large tendance économique et même des débouchés sur le marché allemand, ce dernier argument était fait pour balancer la concurrence économique des colonies. Il était partisan d'un gouvernement français respectant la religion, la propriété et la paysannerie (...) Bilger a constitué lui-même un mouvement sans subir une influence quelconque. Il ne pouvait recevoir l'aide américaine, chose qu'il n'aurait pas pu supporter et qui aurait été contraire à ses sentiments, notamment à son antisémitisme. » Ce comité, peut être réduit à son seul rédacteur, émet, sous la signature de Rhémos, une sommation de départ⁷⁵ aux deux Gauleiter, Bürckel⁷⁶ et Wagner.

Bilger est arrêté le 31 janvier 1945 à Reichsfeld près de Sélestat.

Le procès en cour de Justice

De janvier 1941 à mai 1942, nous suivons donc des écrits, des actions de propagande d'un homme politique dûment inscrit dans l'organigramme de l'occupant nazi. Toutefois, dans un procès qu'il domine de bout en bout, apportant la preuve de la qualité de son intelligence et de sa mémoire, Bilger a choisi un type de défense : il aurait agi au cœur d'une « conspiration du droit ». Ecroué le 30 octobre 1945, date à partir de laquelle courra sa peine, son avocat, M^e Eiselé, l'a visité en prison et lui a expliqué ce qu'il y avait dans le dossier. Bilger développe alors une thèse centrale : il était en apparence dévoué au système, il pouvait donc défendre la Lorraine. Par ailleurs,

⁷⁴ Le 11 novembre 1945, l'épouse de Joseph Bilger écrit que le chef de la Gestapo de Lorraine, Dunkern, détestait son mari (lettre à Welsch citée note 98, p. 314 de l'article de Dieter Wolfanger, « Anton Dunkern. Der erste Gestapochof », *Jahrbuch für westdeutsche Landesgeschichte*, 1992. L'ancien préfet de la Moselle au moment de l'Annexion nazie – Charles Bourrat – a laissé un journal où il indique que « Bilger a été envoyé en résidence surveillée à Hambourg où il occupe un petit emploi dans un journal, tandis que sa femme et ses enfants sont restés à Metz. Bilger est en désaccord avec Bürckel qui l'a fait venir et lui a reproché d'avoir une activité non conforme à ses directives ... » BOURRAT Jean-Guy, *L'exode de la Lorraine*, Issy-les-Moulineaux, Muller, 2006, p. 363.

⁷⁵ A.D. Moselle, 285 W 193

⁷⁶ D'intelligence moyenne, instituteur terne, Joseph Bürckel (1895-1944) devient un national socialiste coléreux, intempérant, entêté et intolérant, y compris envers l'Eglise catholique avec laquelle il garde des attaches. Il gagne quelques personnalités mosellanes de second rang (Foulé, Straub) et Bilger qui « semble avoir été son âme damnée » (Ch. Hiegel, « Le département de la Moselle et la deuxième guerre mondiale. Analyse d'une étude récente », *Cahiers Lorraine*, n° 2, avril 1978, p. 46). Manifestement, c'est un Gauleiter de premier plan, qui a la confiance d'Hitler et sait gérer les situations de crise : le plébiscite sarrois puis l'Anschluss autrichien. L'ouvrage de Lothar Wettstein est éclairant sur cette dimension qu'il convient de garder à l'esprit.

selon M^e Eiselé, la correspondance entre Bürckel et Bilger témoigne de l'extraordinaire confiance mutuelle entre les deux hommes, ce qui peut expliquer l'hostilité de l'entourage palatin et sarrois de Bürckel. Et donc s'élabore une stratégie de défense : *Affaire Joseph Bilger, la conspiration du droit*. 150 témoins ont tous lu la brochure de 30 pages, voire en sont munis lors de l'audience. Si les défenseurs ne sont pour rien dans cette action, Bilger répond au président qu'il n'a pas fait imprimer cette brochure et ignorait totalement son impression : « Je n'ai donc rien à déclarer là-dessus ». Qui l'a argumentée, rédigée, fait imprimer ? Pour un ballet aussi bien réglé, il a bien fallu un maître de ballet de premier rang... Selon le témoignage d'un de ses avocats, « l'ambiance du procès est chaude. Le président Diemer a fait honnêtement son travail, le Commissaire du gouvernement Kirchner n'a pas fait de cadeau. Le procès est long, minutieux, avec des témoins : c'est le procès le plus long en Cour de Justice à Metz. Bilger a dominé son procès, s'est admirablement défendu, ayant toujours réponse à tout », ou rompant quand il ne pouvait s'aventurer⁷⁷ à contredire les efforts des siens. C'est ce qui nous vaut un portrait par l'un de ses avocats, M^e Eiselé, en se fondant sur la connaissance qu'il avait de Bilger avant guerre et à l'occasion de son internement pour l'instruction, puis le procès : « Râblé, à l'accent rocailleux, avec des mains très fines – il parlait beaucoup avec les mains –, c'est à la fois un mystique et un tribun du peuple. D'une piété très grande et sincère, seul point fixe du personnage, il est prêt à changer de doctrine si une nouvelle tactique lui permettait de l'emporter. Homme très intelligent, il souhaite être reconnu à sa valeur. Quelque peu mégalomane, il vivait en exaltation réciproque avec son épouse qui l'avait précisément épousé pour son étoffe (elle disait : « je le veux »). Connaissant bien la guerre des paysans, notamment grâce au docteur Specklin⁷⁸, il était passionné d'histoire et avait l'allure d'un Savonarole avec en particulier son talent incantatoire »⁷⁹.

Ses supporters, ainsi que les témoins à décharge sont nombreux, 150, dont :

- Alfred Winniger : « Personnellement, je suis l'obligé de Bilger en raison de son intervention spontanée et généreuse en ma faveur et celle de mes douze co-condamnés à mort par le *Reichskriegsgericht* en mars 1943 » ;
- L'abbé Hénig, professeur au grand séminaire, vicaire général suppléant, parle « d'intervention en faveur du clergé » et déclare « bien que, comme grand nombre de mes concitoyens, je me suis méfié au début de l'activité de Bilger comme chef de la propagande, j'ai pu, par la suite, me rendre compte que Bilger était resté attaché à son pays et qu'il avait accepté cette charge pour mieux servir ses compatriotes ».
- Mgr Louis, vicaire général, souligne l'aide efficace apportée par Bilger à la récupération des meubles enlevés par la Gestapo à l'évêché dans les appartements de l'évêque, et ses interventions en faveur de l'évêque et de certains prêtres.
- André Schwartz, secrétaire de Krieger, évoque l'aide à la libération immédiate des prisonniers le 31 août 1944 dans la nuit, ce que plus tard, Welsch, le substitut général de l'époque, infirme : « Je tiens à préciser qu'à aucun moment pendant ces deux jours Bilger n'a fait son apparition à la prison ».

D'autres témoins sont à charge, par exemple un lot d'habitants d'Ingersheim (Haut-Rhin) : « Le sentiment général est que celui-ci a toujours été un nazi convaincu »⁸⁰, ou les époux Durm qui auraient été dénoncés par Bilger à la Gestapo, ce qui est nié.

⁷⁷ Ainsi, il ne répond pas au président : « je n'ai malheureusement plus de documents, je ne peux pas me justifier » – « Naturellement, lui fut-il répondu, vous avez fait incendier vos archives ».

⁷⁸ Par le docteur Specklin et le comte Hesso de Reinach, Bilger connaît la réflexion de l'Action Française en Alsace. Selon le témoignage d'André Quiquerez (17 février 1982) qui dit fréquenter à Mulhouse, avec Bilger, le docteur Specklin, militant à l'Action Française : c'est chez ce dernier que tous deux rencontrent Maurras.

⁷⁹ Entretien avec M^e Eiselé, le 20 avril 1988.

⁸⁰ *Le Lorrain*, 5 juillet 1947 .

A la suite d'une fouille personnelle, le 4 novembre 1946, ont été trouvés des documents de Bilger commentant le déroulement du procès : (Le témoignage de Wenninger) « Très bien. Dans l'ensemble, l'affaire ne se présente pas trop mal (...) Les rapports de police sont retors et reprennent à rebours l'argumentation nazie. Mais ils n'insistent pas sur les fonds allemands (et pour cause), font une certaine distinction entre l'autonomisme et nous. Mais la bagarre va être chaude et nous devons mobiliser le ban et l'arrière-ban de nos moyens (...) »⁸¹. M^e M. a dit que « sans les papiers de Bürckel c'était l'acquittement pour Bilger, comme si ces papiers changeaient grand-chose si G. et Alfred ne font pas les imbéciles ».

De fait, si le nombre de témoins à décharge (150 dont certains de qualité comme Pierre Pflimlin⁸²) par rapport aux témoins à charge (50) frappe, y compris les journalistes, c'est que les compagnons de route du Bauernbund sont là, à décharge. Ainsi, fidèle entre tous, Quiquerez de Chavannes-sur-l'Etang qui s'exprime notamment sur les questions financières : Bilger a refusé un million de Pucheu qui, démissionnaire des Croix de Feu, voulait l'inféoder à un mouvement lié à Doriot ; puis Bilger a refusé 100.000.-F de Lemaigre-Dubreuil, mais a accepté 130.000 dollars (303.000.-F) de Schlumberger. *Le Lorrain* rappelle que bon nombre d'entre ces compagnons fidèles ont été condamnés par la Cour de Justice pour collaboration⁸³.

Témoignent enfin un noyau important de Messins ou de Lorrains : une enseignante, un juge-directeur du tribunal cantonal de Metz, des expulsés, des jeunes auxquels il a pu éviter l'incorporation dans le R.A.D. ou la *Wehrmacht* ; *Le Lorrain* prend alors position⁸⁴ : « De braves gens de chez nous ayant eu recours à Bilger durant l'Occupation et alors qu'il occupait une importante fonction à la *Landesleitung* de la D.V.G., voire après. Gens de toutes conditions déposant en toute sincérité (...) De ces dernières audiences, il résulte incontestablement qu'il a rendu d'appréciables services (...) ».

Le commissaire du gouvernement, Kirchner, demande les travaux forcés à perpétuité, ce qui est, en terme de gravité, la deuxième condamnation possible, après la peine de mort. Ses deux avocats, M^e Schmitt pour l'avant-guerre et M^e Eiselé pour la période messine, plaident durant 14 heures. Après un quart d'heure de délibération, le verdict tombe. Le 8 juillet 1947, les jurés ont eu à répondre à quatre questions dont *L'Alsace* rapporte trois d'entre elles :

1. L'Accusé Bilger est-il coupable d'avoir en France et à l'étranger, depuis un temps non prescrit antérieurement au 1^{er} août 1939, entretenu des intelligences avec des agents de l'Allemagne pour l'engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France ou pour lui en procurer les moyens ? [Non à la majorité].
2. Lesdits actes imputés à l'accusé Bilger procèdent-ils de l'intention de favoriser les entreprises de toute nature de l'ennemi ? [Non à la majorité].
3. Avant le 16 juin 1940 et entre cette date et celle de la Libération, étant Français, (a-t-il) entretenu des intelligences avec des agents de l'Allemagne, en vue de favoriser les entreprises de cette puissance contre la France ? [Oui à la majorité]. A la majorité des voix, il existe des circonstances atténuantes.
4. Lesdits faits imputés à l'accusé révèlent-ils une intention de favoriser les entreprises de toute nature de l'ennemi ? [Oui à la majorité].

⁸¹ AD Moselle, 285 W 194.

⁸² Le 18 novembre 1946, lors de l'instruction, Pierre Pflimlin déclare : *Je sais qu'à l'époque, certains reprochaient à Bilger d'user d'un vocabulaire du genre nazi. En fait le programme du FNT et les idées de Bilger correspondaient assez exactement au programme des diverses ligues qui se sont constituées en France à cette époque et qui ont pris un grand essor à partir de février 1934. Bilger rêvait d'instaurer une sorte de République corporative et autoritaire. L'antisémitisme tenait dans ses conceptions une place assez considérable (...) Il n'y avait à l'époque rien que l'on peut qualifier d'anti-français (...) Je tiens à ajouter que je n'entends nullement prendre partie en quelque manière pour l'homme politique qu'était alors Bilger. A de nombreuses reprises, je lui ai déclaré à lui-même que je désapprouvais formellement certaines de ses conceptions, notamment son antisémitisme.* Comment expliquer que Pierre Pflimlin soit parrain d'un des fils de Bilger, François ?

⁸³ *Le Lorrain*, 3 juillet 1947.

⁸⁴ *Le Lorrain*, 6 juillet 1947.

Bilger est condamné à dix ans de travaux forcés, à la dégradation nationale à vie, à la confiscation de sa fortune et à vingt ans d'interdiction de séjour en Moselle. Et lorsque le jugement est rendu, faut-il prendre le journaliste pour un témoin partial ou impartial lorsqu'il écrit que Bilger, rayonnant de joie, prend dans ses bras son défenseur M^e Eiselé : *Bilger scheint mit dem Urteil zu Frieden zu sein und umarmt freudestrahlend den Verteidiger M^e Eiselé* (*Le Peuple Lorrain*, 8 juillet 1947). Une demande de grâce fut introduite en mars 1949, rejetée le 15 juin. Il demeure donc au camp de la Vierge⁸⁵ à Epinal jusqu'au 30 octobre 1955 après un passage à Oermingen (Bas-Rhin), bénéficiant alors de l'amnistie générale après dix ans de prison.

- De l'avis du défenseur habituel avant guerre de Joseph Bilger, Pierre Pflimlin, ancien secrétaire d'Etat et témoin, la cour de Justice fit preuve de « modération » : « (...) A la fin de la guerre, j'étais substitut du procureur de la République à Metz. J'avais été désigné comme commissaire du gouvernement auprès de la Cour de Justice de la Moselle et chargé d'organiser cette cour dont la mission était de juger les « collaborateurs »⁸⁶. Le métier d'accusateur public ne me convenait guère. Ancien avocat, j'étais plus enclin à défendre des accusés qu'à les accabler, d'autant que, dans la plupart des cas, on pouvait invoquer en leur faveur de larges circonstances atténuantes. Le régime totalitaire introduit en Moselle comme en Alsace imposait des contraintes auxquelles il était souvent difficile de se soustraire sans risque. Je dois dire cependant que la cour de la Moselle, grâce au magistrat qui la présidait, entouré d'assesseurs résistants, fit preuve d'une modération dont on aurait trouvé difficilement des exemples dans d'autres régions »⁸⁷.
- De l'avis d'un des défenseurs, M^e Eiselé, l'absence d'appel de la condamnation correspond bien au sentiment – du moins pour l'avocat – d'avoir échappé à une condamnation plus grave.
- La libération tardive de la Moselle (définitive à la mi-mars 1945) amène une épuration tardive et plus lente qu'en France de l'Intérieur : la cour de Justice de la Moselle fonctionne à Metz à partir du 18 juin 1945, à Sarreguemines le 18 juillet. Avec 9,3 % d'acquittements, elle a prononcé, de 1945 au 19 décembre 1947, 910 sanctions dont 60 par contumace. Dans 35 cas, elle a réhabilité des personnes condamnées à la dégradation nationale pour services rendus à la Résistance : qu'il soit clair qu'aucun document n'atteste que ceci fut le cas de Joseph Bilger⁸⁸. Au total, « environ 1 % de la population approximative du département restée en Moselle fut concernée par l'épuration »⁸⁹. «

⁸⁵ Sur le camp de la Vierge, le témoignage de CHARBONNEAU Henri, *Les Mémoires de Porthos, Le roman noir de la droite française*, Paris, Editions du Clan, 1969, pp. 363-368. L'auteur décrit le régime de faveur – sauf pour la nourriture – lié au regroupement en 1947 de nombreux détenus alsaciens-lorrains, plus de la moitié de la population pénale, soit 500 personnes. Ce régime de faveur aurait été dû à l'intervention de Robert Schuman.

⁸⁶ Sur la procédure devant les cours de Justice, SCHAEFFER P.-J., *L'Alsace et l'Allemagne de 1945 à 1949*, Metz, 1976, pp. 112-113 et VONAU J.-L., *L'épuration en Alsace, La face méconnue de la Libération. 1944 – 1953*, Mulhouse, 2005, 224 p.

⁸⁷ PFLIMLIN Pierre, *Mémoires d'un Européen de la IV^e à la V^e République*, Paris, Fayard, 1991, p. 13.

⁸⁸ HIEGEL Charles, « La répression de la collaboration et l'épuration en Moselle. Bilan statistique », *Cahiers lorrains*, 1983, pp. 335-369. Cet article insiste sur la situation particulière de la Moselle, analysée par le lieutenant Xavier – l'abbé Lucien Stenger, directeur de l'enseignement diocésain et de l'éducation catholique du diocèse de Metz, que je remercie de son accueil.

⁸⁹ HIEGEL Charles, *art. cit.*, p. 370. A titre de comparaison, PAPP Julien, *La collaboration dans l'Eure. 1940 – 1944. Un département à l'heure de Vichy*, Paris, Ed. Tirésias, 1973, 278 p. estime les effectifs impliqués dans la collaboration politique à moins de 0,5 % de la population du département lequel n'a pas été « expurgé » d'éléments patriotes comme ce fut le cas pour la Moselle. Ou pour le Luxembourg, 2 % de la population jugée pour collaboration, cf. CHEUN N. G., « La collaboration au Luxembourg », *Collaboration : nazification ? Le cas du Luxembourg à la lumière des situations françaises, belges et néerlandaises*, Actes du colloque international, Neumünster 2006, p. 181.

Le retour à la vie civile, l'engagement dans la guerre d'Algérie

Que fut le retour à la vie civile ? Question qui ne semble guère être posée en ces années-là. La voie commerciale, dans l'aide à la reprise des affaires tenues par son épouse, ne peut durer ; la voie des études de droit afin de devenir avocat ne fut pas poursuivie. Le 27 décembre 1951, il fait des offres de service à l'ancien député d'Altkirch avec lequel il est resté en lien ; il est secrétaire général de l'*Union des Travailleurs Indépendants pour la Liberté* (Industrie, Commerce, Artisanat, Agriculture, Professions libérales), en liaison avec Pierre Poujade, Antier, Dorgères, et propose une conférence en octobre 1957 (« *L'Alliance que peut-elle ?* »), et cite Henry Gilson qui met en avant son rôle dans *La France Catholique*⁹⁰. En 1954, le 1^{er} novembre, éclate la guerre d'Algérie, départements français où sont implantés, entre autres, nombre d'Alsaciens émigrés après 1870 en Algérie⁹¹. Cette guerre qui dure jusqu'en 1962 (d'où le cinquantenaire de 2012), amène divers groupes de colons à se positionner⁹². Bilger s'adresse surtout aux colons d'origine alsacienne et aux propriétaires dans la mouvance de Robert Martel. Il est établi qu'en 1958 la guerre d'Algérie intéresse⁹³ Bilger, notamment avec Robert Martel auquel l'avait présenté le Dr Martin, « pour le renouveau de la France, réplique à 1789. De l'Algérie Française à l'invasion soviétique ». Robert Martel, « mystique » dont l'emblème est le Sacré Cœur de Jésus, lié à Jeanne d'Arc et au père Charles de Foucauld, a fondé en Algérie le Mouvement Populaire du 13 mai⁹⁴. Martel confie le secrétariat général du M.P.13 à Joseph Bilger qui dispose à Paris d'une large autonomie, s'installe, lance la revue *Promotion Paysanne*. Durant 15 jours, il se rend à Alger pour tâter le pouls de la population et se rendre compte sur place de l'influence du mouvement. Selon Robert Martel, « Très bon orateur, il parle pendant plus d'une heure, faisant surtout appel aux portefeuilles des auditeurs ». Est interdit un premier congrès du MP13 organisé à Paris par Bilger qui le remplace alors par une conférence de presse, en novembre 1959. Martel est amené à constater que le mouvement reçoit un mauvais accueil en Vendée et en Alsace ; « ces régions de tradition étaient prises par le catholicisme délavé des bâtisseurs de grands ensembles »⁹⁵. S'ajoute à cette « explication », le fait que, pour une réunion à Colmar où vinrent 150 personnes, « Bilger, quoique dans sa province natale, ne se dérangea pas, prétextant que depuis certaines histoires du temps de l'Occupation, il ne pouvait plus se présenter en public... »⁹⁶. Ce mouvement, original dans la constellation de l'Algérie Française n'a vécu qu'un moment, et ce fut semble-t-il, le dernier moment où, pour Bilger, catholicisme et politique rimèrent avec engagement.

Depuis Bernard Faÿ, professeur au Collège de France et condamné pour collaboration⁹⁷, nous connaissons la prière du condamné :

« Ayez pitié de tous ceux que des lois iniques ont condamné
Ayez pitié de tous ceux que des jugements injustes et haineux ont accablé
Ayez pitié de tous ceux que des peines imméritées gardent en esclavage »⁹⁸

⁹⁰ AHR, Fonds Stürmel, 307 J 2.

⁹¹ ABR, Fonds Valot, 98 AL 673/2, référence due à Pierre Vonau.

⁹² En 1936, Bilger était allé en Algérie discourir devant des auditoires.

⁹³ Il n'est pas le seul ! Un autre itinéraire de Vichy à l'Algérie Française fut celui du médiéviste Ch. E. Dufourcq, cf. *Cahiers de Fanjeaux*, n° 18, pp. 13-18.

⁹⁴ Sur cet épisode (1958-1970), MOUTON Claude, *La contre-révolution en Algérie, le combat de Robert Martel et de ses amis*, Poitiers, Chiré-en-Montreuil, La Pensée française, 1973, 675 p. et le procès gagné en Cour d'Appel de Poitiers le 12 octobre 1973 par J. Bilger pour diffamation publique.

⁹⁵ MOUTON Cl., *op. cit.*, p. 371.

⁹⁶ MOUTON Cl., *op. cit.*, p. 347.

⁹⁷ FAY Bernard, *De la prison de ce monde. Journal, prières et pensées*, Paris, Vrin, 1974, p. 150.

⁹⁸ COMPAGNON Antoine, *Le cas de Bernard Faÿ : du Collège de France à l'indignité nationale*, Paris, Gallimard, 2009, 210 p.

A l'égard des collaborateurs, nous disposons là de la réserve des arguments développés dans chaque cas. Mais si le procès de Joseph Bilger en 1947 nous incite, après une semaine de procès et 150 témoins à décharge, à refuser ces arguments, il convient de rappeler que la phase messine de collaboration (1940-1942) n'est pas le tout de sa vie. Militant paysan, populiste, souhaitant devenir député dans le Haut-Rhin, il est situé à l'extrême droite, en liaison avec Dorgères avant guerre, avec Martel du MP13 après la guerre. Certes, tous les documents ne sont pas connus ou exploités, faute de recherche dans ce domaine : ainsi, le dépouillement des archives de l'Inspection Académique de Moselle⁹⁹ montre qu'une institutrice de la Moselle passe devant le Conseil supérieur d'enquête du Ministère de l'Education Nationale, commission pour l'Académie de Strasbourg (dont dépend alors la Moselle) le 29 avril 1947. Elle est d'origine allemande, naturalisée française, elle est accusée d'avoir eu des sentiments nazis. Pour sa défense, elle fait valoir qu'elle n'a adhéré au parti nazi qu'en 1943 et qu'en novembre 1944 elle a quitté la Lorraine avec sa famille pour se rendre en Allemagne, sa maladie des nerfs ne lui permettant pas de supporter le bruit de la bataille. Elle déclare avoir été sommée d'adhérer au Parti par le *Propagandaleiter* Joseph Bilger, pour effacer l'opprobre de sa naturalisation française. Acquittée par la Cour de Justice, elle est déplacée d'office et affectée dans les Ardennes, par arrêté ministériel du 5 décembre 1947. De même, nous ne disposons pas, à l'exception du travail d'Alfred Wahl, d'une étude sur la paysannerie en Alsace et en Moselle dans l'entre-deux-guerres, et Robert Paxton de s'interroger sur le « fascisme rural », qui a donné au fascisme ses premiers bastions¹⁰⁰. Enfin, si Joseph Bilger n'a pas eu de sang sur les mains – il lui en est donné acte lors du procès – comment prendre en compte la responsabilité d'un journaliste, excellent orateur par ailleurs, et donc un intellectuel ? Si des travaux allemands s'interrogent sur les conservateurs de musée, les directeurs d'archives¹⁰¹, un travail en Alsace-Moselle met en valeur ce qui s'est passé pour l'archéologie¹⁰² ou les universitaires¹⁰³ : c'est peu de choses par rapport à l'ampleur d'une question qui porte certes sur les dirigeants mais aussi sur tous ceux qui, collaborant, ont permis au nazisme de broyer tant de destins... Peut-on signer un pacte avec Satan ?

Examinons *in fine* la définition du fascisme au pouvoir que donne Robert Paxton : « (...) [il] est un composé, un amalgame puissant d'ingrédients conservateurs, nationaux-socialiste et d'extrême droite, différents mais compatibles, soudés par des ennemis communs et une même passion pour une nation régénérée, dynamisée et purifiée, quel que doive en être le coût pour les institutions libres et l'Etat de droit. Les proportions exactes de ce mélange sont le résultat d'un certain nombre de processus : choix, alliances, compromis, rivalités. Le fascisme en action paraît bien plus être un réseau de relations qu'une essence fixe »¹⁰⁴.

⁹⁹ En 1985, non versées alors aux Archives Départementales.

¹⁰⁰ PAXTON R., *op. cit.*, pp. 250-268.

¹⁰¹ FREUND Wolfgang, *Volk, Reich und Westgrenze. Deutschumwissenschaften und Politik in der Pfalz, in Saarland und annektierten Lothringen. 1925 – 1945*, Sarrebrücken, 2006, travail co-dirigé par Alfred Wahl, professeur d'histoire contemporaine à Metz.

¹⁰² BARDIES Isabelle, SCHNITZLER Bernadette, LEGENDRE Jean-Pierre, et coll., *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940 – 1944)*, Musées de Strasbourg-Metz, 2001, 256 p. Le pillage des biens commence à être établi au niveau de la Moselle : LEGENDRE J. P., « Le pillage du patrimoine culturel en Moselle annexée (1940-1944) », *Les cahiers lorrains*, décembre 2007, pp. 132-143.

¹⁰³ SCHULZE Wilfried, OEXLE Otto Gerhard, *Deutscher Historiker im Nationalsozialismus*, Franckfort/Main, Fischer Taschenbuchverlag, 1999 ; HAAR Ingo, *Historiker im Nationalsozialismus. Die deutsche Geschichte und der « Volkstumskampf » im Osten*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 2000 ; INGRAO Christian, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010 ; BAECHLER Christian, IGERSEIM François, RACINE Pierre (dir.), *Les Reichsuniversitäten de Strasbourg et Poznan*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2005.

¹⁰⁴ PAXTON Robert, *Le fascisme en action*, Paris, Seuil, 2004, p. 350.

Entre Jeunesses Patriotes, Action Française, *Bauernbund*, il y eut des destins différents, divergents, entre Résistance (le député Beaudoin qui rejoint la France est résistant et fusillé en 1945 au camp de Flossenbourg)¹⁰⁵, maréchalisme (Pierre Pflimlin), mise au service du nazisme voire ralliement au nazisme (Joseph Bilger)¹⁰⁶. A l'intérieur même de ces catégories, des circonstances atténuantes, une prise en compte du poids de témoignages concrets... Tout un arc-en-ciel ...

Sources

- Archives Nationales (AN), à Fontainebleau, dans le Fonds dit « de Moscou » :
 - 1994 0 500 / 88 Contrôleur général de la Sûreté nationale au Préfet du Bas-Rhin
 - 1994 0 496 / 12 Front paysan
 - 1994 0 500 / 0108 *Le Peuple libre de France*, Weltdienst et Bilger
- Archives Départementales de la Moselle (ADM). Consulter :
 - Le procès d'épuration de la Cour de Justice de Metz (ADM, 285 W 193-194 / CJ. Metz 3342).
 - CAHEN Gilbert, *Archives départementales de la Moselle : Répertoire numérique détaillé des sous séries 1 W et 2 W : fonds des organismes allemands de l'annexion de fait, 1940 – 1944, (administration (1 W), parti et entreprises (2 W))*, manuscrit dactyl. Saint-Julien-les-Metz, 1994, 210 p. + supplément Inspection Académique, ce fonds ayant été dépouillé avant versement aux AD.
- Archives Départementales du Haut-Rhin (AHR), Fonds Stürmel, inventaire provisoire 307 J 2 *Bauernbund*.
- Archives Départementales du Bas-Rhin (ABR), Fonds Valot, 98 AL 673/2.
- Dactylographie des échanges oraux de la Cour de Justice, 57 pages.
- *La conspiration du droit*, document imprimé de 30 pages, sur lequel les témoins à décharge s'appuient : « M^e Eiselé tient à dire que les défenseurs ne sont pour rien dans cette action ». Bilger en refuse la responsabilité quant à l'impression. *Cette conspiration du droit* a été un guide pour les témoins à décharge. Le président Diemer demande à un témoin : « Ce que vous nous dites est écrit mot pour mot dans le livre édité pour la défense de Bilger *La conspiration du droit*. Etes-vous l'auteur de ce livre ? » Et manifestement la presse rapporte qu'une personne féminine proche de l'accusé, fait répéter les témoins...
- La sommation publiée par le Comité de l'Alsace-Lorraine libre à destination des Gauleiter d'Alsace et de Moselle est différente en partie de celle trouvée dans les archives de la Cour de Justice. Par exemple :
 - le passage où Bilger se met « au service de cette nouvelle politique (...) A cette condition, nous sommes disposés à participer à une politique de collaboration et de réconciliation européenne, de pardonner même au peuple allemand éconduit par ses maîtres, aujourd'hui aux abois et d'ailleurs lui-même pas plus heureux que nous sous leur joug monstrueux et d'assurer le rôle de médiateur qui revient de par le destin à l'Alsace-Lorraine libre, arbitre spirituel établi par la Providence entre la France et l'Allemagne »
 - le passage où il se dit « aussi indépendant de Paris-Vichy que de Berlin, de Moscou que de Londres ou de New York, nous professons notre foi dans les destinées de l'Europe et de l'Occident chrétien,

¹⁰⁵ Voir sa notice biographique dans COLAS J.-F., *op. cit.*

¹⁰⁶ WAHL Alfred, « De l'autonomisme au ralliement au nazisme », *Collaboration : nazification ? Le cas du Luxembourg à la lumière des situations françaises, belges et néerlandaises*, Neumunster, 2006, pp. 326-339.

car nous voulons une Alsace-Lorraine libre, dans une Europe nouvelle, régénérée, socialiste et chrétienne » ;

- ou encore l'introduction « La défection française à l'égard de l'Alsace-Lorraine suivie en dépit et violation des assurances formellement données par le chancelier Hitler d'un brutal asservissement par l'Allemagne (...) » Archives Départementales de la Moselle, 285 WCJ Metz, 3342/47, I^a, 481-484.

En Allemagne :

- Bundesarchiv Berlin, B Arch PK A00 67 253, dossier Antoni
- Landesarchiv Saarland, Saarbrücken, Nachlass Welsch, 23 (lettres de la famille Bilger et deux réponses de Welsch)

Témoignages

- Le Président Pierre PFLIMLIN, avocat de Joseph Bilger et de ses organisations avant la seconde guerre mondiale et militant alors aux *Jeunesses Patriotes*, n'a pas répondu à notre demande d'entretien (Lettre à l'intéressé de l'auteur et de Léon Strauss le 16 mai 1983).
- Membres du *Bauernbund* :
 - Dr GILLMANN (Obernai, 5 juin 1981).
 - GROSHENNY (8 juin 1982).
 - QUIQUEREZ (Chavannes-sur-l'Etang, 17 février 1982).
 - SAUNER (Colmar, 1982).
- M^e EISELE, l'un de ses avocats (Longeville-les-Metz, 1988). M^e Albert Eiselé (1913 -) a suivi de près la situation en Moselle qu'il quitte en juin 1941 pour Nancy jusqu'en 1942. Il dépouille le *Metzer Zeitung am Abend* et informe directement le maréchal Pétain par des notes afin de permettre à celui-ci de protester publiquement, ce qui ne fut guère le cas (document de 20 pages remis à l'auteur). Dans *Le Lorrain*, il fait part de sa réflexion sur *Epurations, contrainte morale et résistance* (13, 14, 15 septembre 1945) ou sur des internements en absence de jugement : « Justice et équité, Queueleu » (29 novembre 1945). Il a pris ultérieurement au procès Bilger, position sur l'épuration : « Fantaisiste et incohérente à l'origine, rétive aux efforts de normalisation entreprise par des magistrats sérieux et équitables, malheureusement trop souvent débordés par des jurés partisans, incompetents, acceptant tels quels des témoignages souvent inspirés par une évidente animosité personnelle ou de sordides intérêts matériels, l'épuration fut un échec pour l'esprit de justice (« Aspects juridiques de l'épuration en Moselle et en Alsace », *Ecrits de Paris*, journal publié par les « victimes » de l'épuration, septembre 1948, pp. 107-125. Concernant le procès Bilger lui-même, il m'a indiqué, lors de plusieurs entretiens à Longeville-les-Metz en 1988 que l'absence d'appel signifiait la conviction d'avoir échappé à une peine plus lourde. La thèse de Colas J.-F. est à consulter sur son rôle avant - guerre.
- Chanoine Lucien STENGER, directeur diocésain de l'enseignement à Metz (Lieutenant Xavier en Résistance). Une note de ce lieutenant Xavier rappelle qu'« (...) en Moselle, après le 16 août 1940, le parti nazi intervient effectivement et la Wehrmacht dut lui céder la place. C'est le parti qui se substitua même à l'administration civile et qui ne tarda pas à devenir le « Rouleau Compresseur » de la Germanisation ou plutôt de la

Nazification. Quiconque n'a pas devant les yeux de genre d'occupation propre à nous ne comprendra rien au problème si tragique de notre province (...) ». « Parmi les principes directeurs, *exposés au Conseil National de la Résistance* nous rappelait le chanoine Stenger, le premier est de demander que *des hommes restés sur place examinent chaque cas individuellement* (...) S'il n'examine que la situation des Mosellans, Bilger, haut-rhinois venu en Moselle, entre, semble-t-il dans la catégorie de ceux qui *sciemment se sont mis au service de la police politique allemande* (...) *toutefois, il faut donner à l'intéressé l'occasion de se faire entendre* (...) *la possibilité du pourvoi en cassation est indispensable*. Auront à se justifier de leur attitude et de l'enrôlement volontaire les inscrits aux formations suivantes (SS, SA, NSDAP, Politische Leiter... les chefs des HJ et des BDM) (...) Ne sont pas compris les membres de la DVG (...) à moins que dans ces formations ils n'aient témoigné d'une attitude notoirement progermanique (...) ». *Mémoires* de 6 pages dactylographiées *adopté à l'unanimité par le Comité départemental de Libération* (...) *le 15 février 1945. Son envoi à tous les comités locaux de libération a été décidé*. Entretiens de l'auteur avec Mgr Stenger et échanges de documents en 1985. Voir aussi LE MAREC (Bernard et Gérard), *Les années noires : la Moselle annexée par Hitler, documents et témoignages*, Metz, Serpenoise, 1990, 320 p. : le domicile de Bilger, en fuite, fut réquisitionné par Stenger, capitaine (?) attaché à l'Etat major (p. 294).

- Henri DORGERES, *Au temps des fourches*, Montrouge, Paris, 1975, notamment pp. 197-200, « la naissance des Chemises Vertes ».
- « Fils d'une ambition », *Le Monde*, 22 juillet 2008, point de vue des trois fils de Joseph Bilger, François, Pierre, Philippe. « Grâce à Suzanne, leur mère, François, Pierre et Philippe ont appris à tout surmonter. Et d'abord l'histoire paternelle. »
- Philippe BILGER, *Etats d'âme et de droit*, Paris, Le Cherche-Midi, 2009, 232 p. L'auteur conduit une réflexion sur la Justice avec *Un avocat général s'est échappé*, Paris, Seuil, 2003, 190 p. ; *Pour l'honneur de la Justice*, Paris, Flammarion, 2006, 158 p. ; et récemment *20 minutes pour la mort : le procès expédié*, Paris, Ed. du Rocher, 2011, 162 p. Pour sa retraite, *Libération* (17-18 septembre 2011) dresse un portrait de l'intéressé où il évoque son père. Voir aussi *La Croix* (24 octobre 2011) ou *Libération* et *Le Monde*, 14 novembre 2011, son soutien à François Bayrou (*Le Monde*, 28 février 2012).
- Pierre BILGER, *Quatre millions d'euros. Le prix de ma liberté. Témoignage*, Paris, Bourin, 2004, 334 p.
- Henri HIEGEL, professeur au lycée de Sarreguemines et archiviste de la ville.
- Lettre d'H. d'Halluin-Dorgères à Bernard Reimeringer (1975).
- Lettres de Robert Martel à Bernard Reimeringer (1975).

Presse

- *Der Stürmer*, n° 40, de Julius Streicher, Nuremberg, 3 octobre 1940 : « Die Arbeitsfront des Bauernführers Bilger ». Die Frau des elsässischen Antisemitenführers Bilger mit ihrem Töchterchen. Interview de son épouse, son mari étant à l'armée. Le montage photographique est faux. La page de garde annoncée comme photographie de Madame Bilger est sujette à caution.
- *Courrier d'Obernai*, 1937.
- *Journal de Saverne*, 1937.

- *Le National Populaire d'Alsace*, 1936.
- *La Jeunesse Patriote d'Alsace*, 1934-1935.
- *Metzer Zeitung am Abend*, BNU Strasbourg A 600 033.
- *Der Schulungsbrief, Das Zentrale Monatsblatt der NSDAP*, Berlin 1941.
- *Le Peuple Libre de France*.
- *Elsass-Lothringisches Bauernblatt*, (BB) *L'Alsace rurale*, *La Lorraine paysanne*, organes de l'Union Paysanne d'Alsace et de Lorraine.
- *Volk*.
- *Wochenblatt für das elsässische Bauerntum* (articles de Simler de Grussenheim), 1940-1944, dépouillé à la Bibliothèque Municipale de Strasbourg.
- *Le procès devant la Cour de Justice de Metz, 2-10 juillet 1947: comptes rendus de ce procès dans L'Alsace ; Les Dernières Nouvelles d'Alsace ; La Presse libre ; Le Nouveau Rhin français ; Le Lorrain ; Le Républicain lorrain ; Le Courrier de la Sarre ; Le Nouvel Alsacien ; France Journal (édition allemande du Républicain Lorrain).*
- *Mitteilungsblatt für Lothringen*.
- *Elan, Cahier des intellectuels chrétiens*, 5-6 mai 1980, François Bilger. « Reimeringer, Lerch et Strauss ou comment certains « historiens » écrivent l'histoire de l'Alsace et des Alsaciens ».
- COSTON Henry, *Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui*, Lectures Françaises, décembre 1960, 680 p. Comment exploiter les renseignements, parfois peu sûrs (Bilger déporté à Dachau, p. 220) ou parfois liés à une piste à suivre, ainsi le Comité de coordination des mouvements anti-marxistes fondé en Alsace peu avant la guerre, où l'on retrouve Pflimlin, Gillmann et Bilger.
- STRAUSS Léon, *Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle. 1940 – 1945*, Colmar, Bentzinger, 2010, 360 p.

Bibliographie (en plus des éléments dûment cités, afin de saisir le contexte et de l'époque et de l'épuration)

ASSOULINE Pierre, *L'épuration des intellectuels*, Paris, Editions Complexe, 1990, 175 p.

ANTONI Victor, *Grenzlandschicksal – Grenzlandtragik. Lebenserinnerung und menschliche Betrachtungen eines Lothringen zur den Irrungen und Wirrungen seiner Zeit*, Saarbrücken, 1957, 408 p., 2^{ème} édition, 1960, 408 p.

BAECHLER Christian, *Le Parti Catholique alsacien 1890 – 1939, du Reichsland à la République jacobine*, Paris, Ophrys, 1982, 764 p.

BARTHELME Etienne, « Léonard Dossmann de Maennolsheim (...) » de 1900 à 1920 une laiterie-fromagerie, *Pays d'Alsace*, n° 218, I, 2007, pp. 35-38. sur le problème du lait.

BROCHE François, *Casablanca 11 juin 1955. Assassinat de Lemaigre-Dubreuil*, Paris, Balland, 1977, 220 p.

BURRIN Philippe, *La France à l'heure allemande 1940 – 1944*, Paris, Seuil, Points Histoire, 1997, 564 p.

DEBONO Emmanuel, « Radiographie d'un pic d'antisémitisme : la crise de Munich, octobre 1938 », *Archives Juives*, n° 43, I, 1^{er} semestre 2010, pp. 77-95.

HIEGEL Henri, « La germanisation et la nazification de la vie culturelle du département de la Moselle sous l'Occupation allemande de 1940 à 1944 », *Mémoires de l'Académie nationale de Metz*, 1983, pp. 99-109, et 1984 pp. 84-96.

HUTTENBERGER Peter, *Die Gauleiter. Studie zum Wandel der Machtgefüge der NSDAP*, Stuttgart, Deutsche Verlag Anstalt, 1969, 239p.

MERKENICH Stephanie, *Grüne Front gegen Weimar. Reichslandbund und agrarischer Lobbyismus 1918 – 1933*, Düsseldorf, Droste, 1998, 424 p. (Comptes rendus dans *Revue Historique* 612, pp. 961-962 et *Francia* 32, 3, 2005, pp. 254-255.)

MOSER André, *De la ferme au prétoire. 1910 – 1981*, Besançon, Editions du Rhin, 1982, 146 p.

ORY Pascal, *Du fascisme*, Paris, Perrin, Tempus, 2010, 374 p.

NOVICK Peter, *L'épuration française 1944 – 1949*, Paris, Balland, 1985, 366 p.

RIEDWEG Eugène, « Les Malgré Nous ». *Histoire de l'incorporation de force des Alsaciens Mosellans dans l'armée allemande*, Mulhouse, Editions du Rhin, 1995, 304 p.

RIGOULOT Pierre, *Les enfants de l'épuration*, Paris, Plon, 1993, 534 p.

STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, Points Histoire, 1984, 444 p. ; SZNAJDER Maria et ASHERI Maia, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989, 424 p.

VONAU Jean-Laurent, *Le Gauleiter Wagner. Le bourreau de l'Alsace*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2011, 256 p.

WETTSTEIN Lothar, *Joseph Bürckel, Gauleiter, Reichstatthalter, Krisenmanager Adolf Hitlers*, 2^{ème} éd., 2010, 660 p. Sur la Lorraine, à partir de la page 458.

WESTERNHAGEN (Dörte von), *Die Kinder der Täter. Das Dritte Reich und die Generation danach*, München, Kösel Verlag, 287 p. La réflexion des enfants de personnages nazis ou à leur sujet est fréquente en Allemagne : Ferdinand von Schirach (*Die Zeit*, 1^{er} septembre 2011), Horst Wesel fils de pasteur (*Die Zeit*, 25 août 2011), ou les enfants de la famille Quandt (la moitié des parts de BMW) qui ouvrent leurs archives et les confient à l'Université de Bonn et à l'historien Scholtyssek (*Die Zeit*, 22 septembre 2011 ; *Le Monde*, 27 septembre 2011), ou encore la fille d'Albert Speer, Hilde Schramm (*Die Zeit*, mars 2012).

WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, Points Histoire, 2004, 418 p.

WOLFANGER Dieter, *Die Nationalsozialistische Politik in Lothringen (1940 – 1945)*, Saarbrück, Dissertation, 1977, 284 p. Compte rendu par HIEGEL Henri, « Le département de la Moselle et la deuxième guerre mondiale. Analyse d'une étude récente », *Les Cahiers Lorrains*, n° 2, avril 1978, pp. 43-53. Traduction française (François Serizay), *Nazification de la Lorraine mosellane*, Sarreguemines, Pierron, 1982, 229 p.

WOLFANGER Dieter, « Populist und Machtpolitiker. Josef Bürckel : vom Gauleiter der Pfalz zum Chef der Zivilverwaltung in Lothringen », *Die Pfalz untern Hakenkreuz. Eine deutsche Provinz während der nationalsozialistischer Terrorherrschaft*, hg Gehrard Nestler u. Hannes Ziegler, Pfälzische Verlagsanstalt, Landau, 1993, pp. 63-86.

WOLFANGER Dieter, « Josef Bürckel und Gustav Simon. Zwei Gauleiter der NSDAP und ihr Streit um die « Westmark », *Zwischen Saar und Mosel, Festschrift zum 65. Geburtstag von H. W. Herrmann*, Saarbrücken, 1995, pp. 397-409.

ZANOUM Marie, *Interwar Politics in a French Border Region : The Moselle in the period of the Popular Front, 1934 – 1936*, doctorat de Philosophie, Londres, 2009.

Index des abréviations

B.D.M.	Bund Deutscher Mädel (parallèle féminin des H.J.).
D.V.G.	Deutsche Volksgemeinschaft (Communauté du peuple allemand : concept qui permet de faire entrer Mosellans, Luxembourgeois, etc. dans une communauté forgée par le sang, le sol et l'histoire. En Moselle, est édité un journal <i>Mitteilungsblatt der Deutschen Volksgemeinschaft in Lothringen</i> .)
H.J.	Hitlerjugend : formation paramilitaire nazie pour la jeunesse.
F.N.T.	Front National du Travail.
Gauleiter	Cadre supérieur du parti nazi placé à la tête d'une des 44 unités administratives du parti. Il a des pouvoirs étendus dans les domaines politiques, administratifs, économiques.
M.P.13	Mouvement Populaire du 13 mai.
N.S.D.A.P.	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei : parti national-socialiste des travailleurs allemands (parti nazi).
R.A.D.	Reichsarbeitsdienst : service du travail obligatoire du IIIème Reich, formation paramilitaire obligatoire avant l'incorporation dans la Wehrmacht.
S.A.	Sturmabteilung der NSDAP : section d'assaut du NSDAP. Les chemises brunes perdent leur influence politique après 1934.
S.D.	Sicherheitsdienst der SS : service de sécurité SS, notamment l'espionnage et le renseignement sur les opposants au régime nazi.
S.S.	Schutzstaffel : « escadron de protection ».
U.P.A.	Union Paysanne d'Alsace.
U.P.R.	Union populaire républicaine.

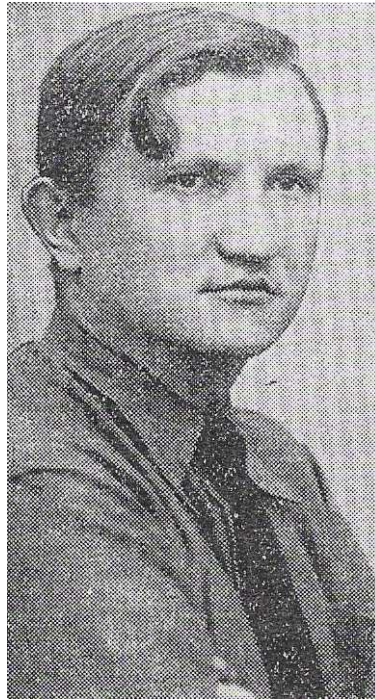


Figure 1 : Joseph Bilger (1905-1975) vers trente ans : chemise verte, cravate, l'air assuré



Figure 2 : Le *Bauernblatt* du 10 décembre 1938 souligne l'alliance entre la Préfecture et les juifs de Pologne, la lutte contre la main mise "étrangère" après une manifestation des paysans à Metz.

Landesleitung der Deutschen Volksgemeinschaft

Landesleitung	Der Gauleiter
Stellvertreter des Leiters der Deutschen Volksgemeinschaft in Lothringen	Vg. Eugen Foulé
Geschäftsführung	Pg. Schattner
Organisationsamt	Vg. Straub
Personalamt	Vg. Reinert
Schatzamt	Pg. Sieben i. V.: Pg. Hohmann
Abteilung Aufklärung und aktive Propaganda	Vg. Bilger
Presse	Pg. Kernmayr i. V.: Pg. Dr. Eigl
Volksbildung und Fei ergestaltung	Pg. Körner
Volkstumsfragen	Pg. Dr. Brauß
Verbindungsstelle zum Reichspropagandaamt, Gau Westmark	Pg. Hellriegel
Abteilung Kultur	Pg. Mages
Rundfunk	Pg. Humm
Film	Pg. Krämer
Vorsitzender des Ehrengerichtes	Vg. Haunz
Hitler-Jugend	Oberstammführer Neuner
Deutsche Arbeitsfront	Pg. Stahl
(Die Anschriften der einzelnen Dienststellen siehe Mitteilungsblatt Nr. 1 Kennziffer 09)	
NS-Volkswohlfahrt	Pg. Lamb
Amt für Beamte	Pg. Knapp
NS-Kriegsopferversorgung, Metz, Joh.-Seb.-Bach-Strasse 5, Fernruf 2141	Vg. Graef
C. d. Z. Abteilung Ernährung und Landwirtschaft, Metz, Hermann-Göring-Strasse 11, Fernruf 3591-94	Pg. Scheu
SA-Brigade Lothringen	Metz, Hermann-Göring-Strasse 2 Fernruf 170
SA-Oberführer Kerth - Reinold	
125. SS-Standarte	Metz, Händelstrasse 5 Fernruf 3620
NSKK-Aufbaustab Lothringen	Metz, Preussenstrasse 1 Fernruf 581
Motorstandarte 162	Metz, Preussenstrasse 1 Fernruf 581
NSFK-Standarte 84	Metz, Rosenstr. 18, Fernruf 2428



Im Schriftverkehr mit der Landesleitung der DVG. ist bei der Anschrift die entsprechende Dienststelle zu vermerken, an welche das Schreiben gerichtet ist.

z. B. An die Landesleitung der DVG,
Schatzamt
oder Organisationsamt
oder Abteilung Aufklärung
oder Personalamt
oder Geschäftsführung

Metz
Regierungsplatz.

Alle Mitteilungen, welche zur Veröffentlichung bestimmt sind, müssen bis zum 20. jeden Monats an die Landesleitung der DVG. gerichtet werden, Dienststelle Organisation, Fernruf 3280.

Mitteilungsblatt, 1942, 4

Figure 3 : L'organigramme de la communauté du peuple allemand en Moselle en 1942.